Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2020-11-16 / 2020-11-30]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Lundi 16 novembre.

L'insécurité sur la route Bunia-Komanda crée la rareté des produits vivriers. Le trafic est très timide sur le tronçon Bunia-Komanda (Ituri) à la suite de l'insécurité due à la présence d'hommes armés. Ces derniers tendent des embuscades contre les usagers de route. Des sources concordantes indiquent que six taximen ont été kidnappés depuis le mois d'octobre sur cet axe routier. L'insécurité persistance inquiète la population, qui déplore l'absence des Fardc sur des longs trajets. Cette insécurité engendre la rareté et la hausse de prix de certains produits vivriers aux marchés de la ville de Bunia.

Kasaï-Oriental: une baisse sensible de choléra observée dans la ville de Mbuji-Mayi. Selon le chef de division provinciale de la santé, Dr Bonheur Tshiteku, 8 cas dont zéro décès ont été rapportés à la 44 e semaine épidémiologique. Les zones touchées actuellement sont celles de Mukumbi, Bipemba, Muya, Bonzola et Diulu. Le chef de division provinciale de la santé justifie cette baisse par la sensibilisation, la désinfection des ménages et la purification de l'eau brute le long des rivières.

Beni : la société civile d'Oicha craint une catastrophe alimentaire dans la région. Le président de la société civile d'Oicha indique que cette situation est consécutive au manque d'accès aux champs par la population. Cette dernière craint les attaques des présumés rebelles de l'ADF ces derniers jours. Pour lui, cette situation a provoqué la rareté des denrées alimentaires et l'augmentation des prix sur le marché.

Ituri : la situation sécuritaire s'est améliorée à Djugu (société civile). Selon le président de la société civile de cette entité territoriale, la population vaque librement à ses activités champêtres et même commerciales grâce à la libre circulation des personnes et de leurs biens. Les écoles et les structures sanitaires ont aussi ouvert leurs portes. Plusieurs marchés communautaires sont également opérationnels notamment à Alla, Libi, Bule, Fataki, Djugu, Largu, Pimbo, Nyapala, Jina, Masumbuko, Kparnganza, Kpandroma et Bhudhu. Les gens viennent de partout pour vendre des vivres et s'approvisionner en produits de première nécessité. Selon la société civile, toutes les couches de la population et même les miliciens se disent fatiguées de la guerre qui a détruit toute l'économie de la région. Ces rebelles circulent avec leurs armes dans la zone, mais sans commettre des exactions. Ce constat est fait depuis plus d'un mois après la signature de l'acte d'engagement par les différentes factions de la milice Codeco dans le cadre de processus de paix dans ce territoire.

Tshopo : les cours reprennent dans les écoles conventionnées catholiques et protestantes. Le porte-parole du Synecat, justifie cette suspension de la grève : « Nous avons de l'espoir parce que le Président de la République a reçu nos délégués et il leur a promis une suite favorable. Dans le cas où il n'y aurait pas une issue favorable par rapport à nos revendications à savoir payer toutes les « nouvelles unités », payer le 2e palier, supprimer toutes les zones salariales …là nous serons obligés de reprendre la grève après un mois et demi. » Les syndicats des écoles catholiques et protestantes ont emboité les pas à leurs collègues du Syndicat des enseignants du Congo, qui eux, avaient levé leur grève le 28 octobre dernier.

Sud-Kivu : le territoire de Kalehe désormais doté d'une administration foncière de proximité. Le bâtiment administratif de la circonscription foncière de Kalehe a été inauguré samedi 14 novembre. Un ouvrage construit grâce au financement britannique de 76 000 USD. C'est un fonds accordé à UN Habitat dans le cadre du projet Planification communautaire foncière participative. Avec ce projet, plus de 1 800 ménages de Kalehe ont reçu les titres fonciers coutumiers sécurisés.

Nord-Kivu : 7 personnes tuées en une semaine à Masisi. « Samedi à Masisi centre, monsieur Theo revenait d'une messe, on a tiré sur lui. A Kibabi, un enseignant de l'école catholique, est mort à coups de machette. Il y a trois jours à Rubaya, on a tiré sur des civils à cause de conflits qui opposaient deux sociétés, alors qu'à Nyabiondo, on a pillé du bétail », relate le député Alexis Bahunga. « Et j'exige qu'une enquête sérieuse de la police et de l'auditorat soit menée pour que les criminels soient attrapés et mis hors d'état de nuire ».

Rutshuru : des leaders politiques communautaires à la base de l'insécurité, selon l'administrateur. L'administrateur du territoire, Justin Mukanya, l'a révélé, devant la représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies en RDC, Leïla Zerrougui. Par la même occasion, il sollicite l'appui de la Mission onusienne en RDC (Monusco).

Ituri : des présumés rebelles ADF tuent 6 personnes à Mambasa. Selon le coordonnateur de l'ONG Convention pour le Respect des Droits de l'homme (CRDH), parmi les personnes tuées figurent le chef du village Mbowa et certains membres de sa famille. Les victimes ont été surprises dans leurs domiciles par ces rebelles qui ont tiré plusieurs coups de feu. Il affirme également que ces présumés ADF ont également pris en otage plus de 10 personnes qui sont emmenées à une destination inconnue. De son côté, le chef du groupement Bangole, Djuma Bwanakawa, indique que cette attaque a obligé la majorité des habitants à abandonner leurs villages pour s'installer dans des zones sécurisées.

Kwilu : le vote de la motion de défiance contre le gouverneur n'a pas eu lieu, faute de quorum. Sur les 48 députés provinciaux, seuls 22 se sont présentés dans la salle des plénières cet avant-midi. Dans leur motion de défiance, cinq députés provinciaux reprochent à Willy Itshundala l'incompétence et la mauvaise gestion avérée de province.

Kwilu : la société civile a restitué les travaux de l'enquête sur la résolution 1325 de l'ONU. " Nous avons mené une enquête pour voir l'évolution de l'atteinte des objectifs fixés par la résolution 1325 des NU dans la province du Kwilu. Nous avons trouvé que sur les douze domaines dits de Beijing, il y en a qui ont trouvé quand même satisfaction dans notre province, c'est le cas des domaines femmes et éducation où au niveau primaire et secondaire, le taux de scolarité des filles dépasse celui des garçons. Dans la prise en charge des violences faites à la femme, aussi il y a une amélioration en ce qui concerne la prise en charge judiciaire et sanitaire (…) il n'y a eu aucun effort pour la promotion de la femme, par exemple dans le domaine femme et économie, il n'y a aucun programme du gouvernement qui lutte contre la pauvreté de la femme. Femme et environnement, femme et média, là aussi deux femmes seulement dans la province dans la sphère des décisions ».

Le coordonnateur humanitaire et l'ambassadeur suédois en visite au Kasaï, pour une visite de deux jours. Pour le coordonnateur humanitaire M. Mclachlan-Karr : « C'est une mission conjointe pour évaluer la situation politique, sociale et économique dans le Kasaï. Et aussi, c'est pour évaluer nos programmes ici avec l'appui du fonds de construction de la paix. C'est une mission d'évaluation. On va rencontrer le gouverneur pour parler des priorités pour le développement du Kasaï. On va aussi visiter quelques projets sur le terrain pendant les prochains jours», explique-t-il. Il fait en outre savoir que «dans la perspective du retrait progressif de la Monusco du Kasaï, la présence du système des Nations unies doit être renforcée dans la région ainsi que notre programmation pour le développement des cinq provinces du Kasaï».

Prix du passeport en RDC : Congo n'est pas à vendre dénonce plusieurs zones d'ombres. La Synergie des ONG de la société civile le Congo n'est pas à vendre salue la baisse du prix de passeport à 99 USD et appelle le gouvernement à rassurer le peuple congolais que tous les frais connexes sont compris dans ce prix fixé à 99 USD.

Haut-Katanga : le barreau de Lubumbashi organise les consultations gratuites au bénéfice des indigents. Ayant bénéficié de l'aide légale fournie par le gouverneur de province, le barreau va déployer des avocats de son ressort dans

toutes les prisons du Haut-Katanga et à Lubumbashi des avocats seront tous les jours permanents à la cellule de consultation gratuite pour recevoir les indigents qui n'ont pas de moyens pour bénéficier de l'accompagnement d'un avocat.

Mardi 17 novembre.

La fin de la 11e épidémie d'Ebola à l'Equateur sera déclarée le 18 novembre (Officiel). Le ministre de la Santé Eteni Longondo recommande le maintien des mesures barrières, pendant la période transitoire de trois mois, et durant cette période quelques agents de riposte vont rester en place pour renforcer le mécanisme de surveillance. Cependant, le ministre a déploré les difficultés logistiques et de communications liées à l'éloignement des zones affectées.

Crise en RDC : Félix Tshisekedi sollicite l'appui de l'Angola. Selon Angop, le Président Tshisekedi dit aussi avoir sollicité l'appui de l'Angola dans le sens de renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité congolaises. La coopération bilatérale, les questions d'intérêt régional, la situation en RDC et le plan de sortie de cette crise étaient au centre de la rencontre entre les deux chefs d'Etat. Quant à la coopération bilatérale, la priorité revient aux secteurs d'hydrocarbures et d'infrastructures, explique Angop, citant M. Tshisekedi.

Décès du président de l'UNPC, Kasonga Tshilunde. Le président de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC), Boucard Kasonga Tshilunde, est décédé mardi 17 novembre. Kasonga Tshilunde avait été reconduit, pour un deuxième mandat, à la tête de la corporation des journalistes congolais lors de son congrès organisé en octobre dernier à Moanda.

Mbuji-Mayi : la police lance l'opération "sécurisation des fêtes de fin d'année" dès le 1er décembre. "Nous nous approchons lentement et surement vers la fin de l'année et par expérience, nous savons que c'est une période qui est difficile sur le plan de la criminalité. Il y a généralement une recrudescence de la criminalité qui est due au fait que tous les bandits, les criminels se préparent à passer les fêtes de fin d'année. Et donc, ils vont multiplier certainement les stratégies pour emmagasiner des biens, de l'argent pour leur permettre de passer les fêtes plus ou moins convenablement. Mais c'est cela que nous devons à partir de maintenant déjà prendre des dispositions ", a indiqué Commissaire Provincial de la PNC.

Tshopo : les élèves de Kisangani remettent des vivres aux détenus de la prison centrale. Cette assistance est une réponse à l'appel du Pape François qui a décrété la journée du 15 novembre 2020, la journée des pauvres. L'assistance en vivres des élèves du Collège Maele et du Lycée Mapendano est constituée des 11 sacs de riz blanc et d'une quantité relativement importante de farine de maïs et de manioc. Devant une représentation des détenus, la représentante des élèves, Sylvie Masua Basila a justifié ce geste par la solidarité et la compassion envers les détenus puisqu'assimilés aussi aux pauvres. Avant de se séparer, le Directeur de la prison a exhorté ses hôtes à revenir chaque fois qu'une occasion se présentera.

Maniema : l'Assemblée provinciale adopte la résolution portant poursuite de l'ancien gouverneur. Les députés lui réclament 3500 tonnes de ciment équivalent à 7000 sacs de ciments, 9 000 m3 de carburant équivalent à 9 millions de litres.

Motion de défiance du gouverneur du Kwilu, son chargé de communication parle de simples procès d'intention. « Je qualifie toute les accusations portées contre le gouvernement provincial que nous avons donné un mot d'ordre aux députés de ne pas se présenter à la plénière, je qualifie ça comme des facteurs des conjonctions diffamatoires à l'égard du gouvernement provincial et à l'égard du gouverneur de la province. La motion a été déposée à l'assemblée provinciale, bien entendu aujourd'hui le gouverneur est allé répondre à cette motion, mais malheureusement le quorum n'a pas été atteint, il y a certains députés qui ne sont pas sur place ici à Bandundu ville", a indiqué le chargé de communication du gouverneur, Cyrille Ekwe.

Nord-Kivu : 6 morts à la suite d'une pluie diluvienne à Sake. Ce nouveau sinistre a touché deux localités de Sake, Matcha et Kimoka. Les eaux de la rivière Tharabonze ont débordé de leur lit naturel et ont emporté tout sur leur passage, y compris l'EP Kasinga à sake. Selon le président de la société civile de Sake, plusieurs ménages qui avaient été touchés lors du sinistre du même genre, en octobre dernier ont de nouveau tout perdu : maison et abris, qu'ils tentaient de reconstruire.

L'Union européenne soutient la réforme de la police avec 20 millions d'euros. L'Union européenne (UE) dit poursuivre son engagement pour la sécurité de la population de la RDC, avec l'allocation de 20 millions d'euros au "Programme d'appui à la réforme de la police" sur une portée de cinq ans dans le cadre du 11ème Fonds européen de développement. Cette nouvelle somme porte le soutien total de l'UE à la réforme de la police à 60 millions d'euros. « Il ne peut y avoir de développement et de croissance durable que dans un environnement pacifié. C'est pourquoi l'Union européenne renforce son appui en faveur de la sécurité, de la paix et de la stabilité en RDC. Nous soutenons donc le Gouvernement de la RDC dans

sa détermination à poursuivre les réformes engagées dans le secteur de la sécurité, de la défense et de la justice en respectant pleinement les droits de l'homme. » La relance de la réforme de la police est primordiale pour accroître la confiance de la population envers les forces de sécurité et soutenir l'État de droit sur l'ensemble du territoire de la RDC, poursuit le communiqué.

Le Gouvernement alerte sur l'augmentation des cas de COVID-19. La deuxième vague de la pandémie de Coronavirus, qui frappe de plein fouet l'occident, touche également l'Afrique par le Kenya. En RDC une augmentation des cas de contamination à cette maladie est observée.

Sud-Kivu : les "Banyindu" en dialogue intracommunautaire pour une paix durable dans la Ruzizi. Près de cinquante membres représentants de cette communauté venus de Kinshasa, Goma, Bukavu, de Lwindi à Mwenga, d'Itombwe à Mwenga, de Fizi, d'Uvira, parmi lesquels des professeurs d'université, des médecins, des coutumiers, des femmes et des jeunes, ainsi que des représentants des groupes armés opérant dans les moyens et hauts plateaux d'Uvira, Fizi et Mwenga, prennent part à ces assises jusque mercredi 18 novembre. Selon le député provincial et élu de Fizi, Bumbu Malite Job, qui est membre de la communauté Banyindu et facilitateur de la rencontre, leur souci majeur est d'apporter la contribution pour une paix durable dans les hauts et moyens plateaux d'Uvira, Fizi et Mwenga : « les Banyindu ont de problème sécuritaire parce que nous avons beaucoup de groupes armés de banyindu. Beaucoup de problèmes sont liés au problème de leadership entre ces groupes. Parfois ils ne veulent pas se respecter entre eux. Surtout aussi ce problème identitaire, vous allez retrouver que vous êtes munyindu, mais parfois vous vous retrouvez dans les autres tribus qui ne sont pas les vôtres (fuliiru, lega, shi) et ce qui entraine une méfiance entre les banyindu eux-mêmes. Il y a aussi ce problème de mutualité. Vous savez quand quelqu'un est président d'une mutualité, il est là, il reste, il n'y a pas question de mandant, ce sont là des choses qui peuvent aussi nous diviser pour qu'on ne puisse pas parler le même langage quand on est en face des autres tribus. »

Sud-Kivu : le réseau local de protection des civils dénonce la recrudescence des enlèvements à Uvira. Le réseau local de protection des civils, (RLPC) tire la sonnette d'alarme sur les cas de kidnapping des civils dans les moyens et hauts plateaux ainsi que dans la plaine de la Ruzizi, en territoire d'Uvira et indique que 7 personnes ont été enlevées en l'espace de deux jours dont cinq femmes parmi les victimes. Depuis début novembre jusqu'au 16, nous venons de comptabiliser 13 personnes déjà enlevées dont trois à Fizi et dix dans le territoire d'Uvira. Le secrétaire exécutif de ce réseau, demande, par ailleurs, aux autorités civiles et militaires d'initier de mécanisme efficaces de protection des civils en vue de mettre fin à ces actes qu'il qualifie d'ignoble.

Goma : l'ONG Amani Africa sensibilise sur la cohabitation pacifique et la tolérance communautaire. A l'occasion de la journée internationale de tolérance célébrée le 16 novembre de chaque année, l'ONG African-Amani a organisé une journée de réflexion et d'échange à l'intention des acteurs de la société civile, des acteurs politiques, des autorités militaires et policières ainsi que des notables de plusieurs communautés de base à Goma. Ils ont réfléchi ensemble comment promouvoir la tolérance sans laquelle, il n'y aura pas de paix ni de développement dans la communauté. Le coordonnateur national de l'Africa-Amani, estime que le manque de tolérance entre communautés serait, en effet, une des causes des crises sécuritaires au Nord-Kivu. Il croit par cette sensibilisation avoir interpelé les autorités à s'assumer et appeller les tireurs de ficelle à leur niveau à cesser de tromper la population.

Kasaï-Oriental : le ministre provincial de l'EPST suspend trois écoles à Mbuji-Mayi pour mettre fin aux affrontements qui ont opposé pendant 3 jours des élèves de l'Institut Union Coop, ceux de l'Institut Mulemba, une école d'Application de l'ISP de Mbuji-Mayi et les étudiants de cet établissement. Des blessés sont signalés dans les rangs des élèves ainsi que des passants, sans oublier des dégâts matériels enregistrés au collège épiscopal Saint Pierre Dibua qui n'a pourtant pas pris part au conflit. Des écoles se trouvant dans les environs des établissements frappés par la décision du ministre provincial de l'EPST ont retourné leurs élèves à la maison de peur d'être attaqué par ceux des écoles dont les cours ont été suspendus.

Kongo-Central : la société civile indique que l'insuffisance des effectifs de la police est à la base de l'insécurité. Le président du cadre de concertation de la société civile, indique qu'à Matadi, Boma, Moanda ainsi qu'à Songololo, les bagarres des gangs qui se soldent quelquefois par de pertes en vie humaine sont devenues monnaie courante. Même chose pour les incursions des racketteurs armés dans les domiciles des paisibles citoyens. Selon lui, les bandits sont tellement nombreux que lors des interventions des services de sécurité, le peu de policiers engagés dans ces opérations n'arrive pas à se tirer d'affaires.
Il sollicite un renforcement des effectifs des policiers pour pouvoir enrayer l'activisme des bandits à main armée qui opèrent au Kongo-Central. Il plaide aussi pour que des moyens conséquents soient alloués à la Police.

35 morts après attaques des ADF à Beni. Selon un communiqué officiel du gouvernement provincial du Nord-Kivu, la découverte macabre des corps des victimes a été faite ce matin ; au moment où six personnes ont été tuées et une autre blessée par balle lors d'une nouvelle attaque des rebelles ougandais des ADF dans la localité de Kokola, située entre Oicha et Eringeti.

Ituri : vive tension après le meurtre d'un civil par des miliciens de la FRPI à Gety. Des sources locales affirment qu'un groupe d'hommes armés a fait irruption au domicile de Jean-Paul Rehema et l'ont tiré à bout portant. Pendant cette attaque, le frère de la victime ainsi que leur père, ont également reçu des balles dans le corps. Pour les jeunes de Gety, c'est une mort de trop après plusieurs exactions commises par cette milice regroupée au site d'Azita.

Tanganyika : découverte d'un corps sans vie d'une fille de 12 ans à Kongolo. La police a arrêté les proches parents de la victime pour raison d'enquête. Le drame survient dans une localité qui observe depuis un temps, la montée des actes criminels.

Sud-Kivu : libération du médecin directeur et de l'abbé aumônier de la prison centrale de Bukavu. Le directeur de la prison affirme que Dr Pamela Muhindo et l'abbé Aumônier Cishugi bénéficient d'une liberté provisoire, après la nuit passée au parquet général de Bukavu. Ils sont tenus de rester à la disposition de la justice. Le motif officiel de leur arrestation n'était pas connu jusque ce mardi. Mais selon des sources bien introduites au sein de la prison, le médecin directeur, et l'abbé aumônier de la prison centrale de Bukavu avaient été accusés pour des faits qui remontent à 2019. Il leur est reproché d'avoir distribué de la nourriture périmée aux détenus de cette maison carcérale. Ce qui aurait causé plusieurs problèmes de santé chez certains prisonniers. Les proches des accusés ont rejeté en bloc ces accusations, qu'ils qualifient sans fondement.

Mercredi 18 novembre.

Meurtres des civils à Beni : la société civile appelle l'armée à intensifier ses patrouilles. En effet, 29 corps sans vies vraisemblablement des civils ont été découverts lundi 16 novembre à Kanyabuhiri, vers la Haie en plein parc des Virunga, au bord de la rivière Semuliki. Cette zone relève du groupement Buliki, dans le secteur de Rwenzori vers la partie Est du territoire de Beni. « Nos recommandations, c'est d'appeler l'armée à intensifier les opérations militaires le long de la rivière Semuliki, où nous sommes en train d'alerter des mouvements suspects. (Cette zone) serait l'actuel bastion des ADF »

Le passeport de 99 USD sera délivré dès le 23 novembre (Ministre). La reprise des activités de production et de délivrance des passeports est prévue le 23 novembre à Kinshasa et le 7 décembre en provinces.

Kinshasa : le DCUD appelle au soutien des consultations présidentielles. Dans un document intitulé Manifeste des chrétiens unis pour le Congo, présenté à la presse mardi, Jean-Pierre Buhendwa, président du conseil des sages de la Dynamique chrétienne pour l'unité et le développement (DCUD), un regroupement politique qui réunit des mouvements associatifs et des partis politiques, appelle toute la Nation à la cohésion afin de relever les défis de la pauvreté.

Kasaï-Central : 2 détenus décédés au cachot de Tshimbulu. D'après les activistes des droits de l'homme locaux, ces décès résultent de l'absence des magistrats permanents sur place. Ils indiquent que ces infortunés passent plusieurs mois dans ces cachots sans être fixés sur leur sort. Ce qui entraine, selon eux, la dégradation de l'état de santé de ces détenus. C'est ainsi qu'ils exhortent le Conseil supérieur de la magistrature à affecter les magistrats à Tshimbulu pour décanter cette situation.

Boma : 3 500 élèves de CBCO/Mbangu étudient sous les arbres. L'année dernière à la même époque, une pluie accompagnée d'un vent violent s'était abattue sur la ville de Boma avait emporté la toiture de cette école. Pour assurer la continuité et l'achèvement de l'année scolaire 2019-2020 après ce drame, une partie des élèves a été accueilli dans une autre école située à proximité de la leur. Depuis la rentrée scolaire 2020-2021, ces élèves estimés à plus de 3 500, dont les salles des classes, avaient été détruites par la pluie, étudient ensemble dans le temple paroissial. D'autres à l'ombre des arbres dans l'enclos de leur école.

Nord-Kivu : des ONG environnementales exigent la démilitarisation du Parc national des Virunga. Vingt-huit organisations environnementales dénoncent la persistance de l'insécurité dans et autour du Parc national des Virunga. De cette lettre intitulée « SOS sur la persistance de l'insécurité dans les agglomérations riveraines du PNVi », ces ONG encouragent les opérations menées par l'armée contre les groupes armés faisant du Parc national des Virunga, leur zone de prédilection. Elles dénoncent cependant les « conséquences de la sur militarisation de ce site » sur les ressources

biologiques de la région. Les signataires déplorent la présence et l'activisme des groupes armés, en dépit des opérations. De plus, ils (groupes armés) se livrent à des activités illégales dans le PNVi en commettant des braconnages, la carbonisation, la pêche illicite pour garantir l'autofinancement des leurs activités criminelles. Sur un autre plan certains éléments Fardc qui y sont déployés seraient aussi impliqués dans des actes similaires.

Maï-Ndombe : lancement officiel de la campagne de distribution gratuite des moustiquaires imprégnées. Au total, plus de 20 237 774 moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée d'action seront distribuées gratuitement à plus de 1.237.774 ménages dénombrés dans la province du Maï-Ndombe. Cette distribution de quatre jours, qui se fait de porte à porte sur financement de fond mondial, est la deuxième et permet le renouvellement des moustiquaires distribuées en 2016.

Sud-Kivu : 5 enfants morts dans un éboulement de terre à Kamituga. Les victimes sont une fille de seize ans et ses quatre petits frères, tous élèves dans les écoles de la place. Ils ont été surpris par un éboulement de terre d'un mur de soutènement causé par les pluies qui s'abattent des derniers jours sur la cité de Kamituga.

Beni : une nouvelle attaque des ADF fait 7 morts à Baeti-Bunyuka (Société civile). Toutes les victimes ont été tuées à la machette, affirme la société civile de Mamove, près du lieu du drame. Les assaillants identifiés comme des rebelles ougandais des ADF ont commis ces atrocités aux environs de 21 h dans le village de Baeti-Bunyuka. Face à ces attaques récurrentes, la société civile demande aux Fardc de lancer des opérations vers les villages où il y aurait encore des camps rebelles.

Meurtre des experts de l'ONU : une nouvelle audience écourtée, agacement des prévenus. L'audience au procès des présumés meurtriers des experts de l'ONU au Kasaï n'a duré que quelques minutes ce 17 novembre, comme c'était déjà le cas lors de la précédente. Une nouvelle fois, plusieurs prévenus n'étaient pas assistés. Le ministère public déplore un «procès perturbé». Ces reports incessants d'audiences agacent les prévenus, qui manifestent de plus en plus leur mécontentement.

Sud-Kivu : le ministre des Droits humains favorable à l'indemnisation des « victimes de différents crimes ». « Comme vous le savez, nombreuses sont les victimes qui ne demandent pas mieux qu'à être prises en compte par le pouvoir public que nous représentons. On ne peut pas parler d'une paix durable, de garantie de non-répétition sans que la justice se passe », a indiqué le ministre Lite. Le représentant de la Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme assure que la communauté internationale continuera à épauler la RDC dans le processus de la paix, car c'est à cela qu'elle s'est engagée.

Début du programme Lift pour l'accès à l'eau potable au Nord et Sud-Kivu. Un consortium de cinq organisations internationales, dont MERCY CORPS, a lancé mardi 17 novembre à Goma un vaste projet visant l'amélioration de la desserte en eau potable et en assainissement. Le projet est financé par l'agence américaine USAID, à hauteur de 32 millions de dollars américains, pour une durée de 5 ans. Ce programme vise à résoudre la faible couverture en desserte en eau potable, mais aussi à juguler les mauvaises conditions hygiéniques dans les zones sorties des conflits armés dans l'Est de la RDC. LIFT prévoit ainsi l'amélioration ou la reconstruction des infrastructures détruites pendant ces années des conflits, sans oublier la montée rapide de la croissance démographique de la population.

Kasaï-Oriental : reprise timide de cours dans certaines écoles de Mbuji-Mayi. D'autres écoles n'ont pas fonctionné à la suite des projectiles jetés par les badauds et certains élèves. La perturbation des cours a repris ce mercredi à l'école primaire Mamasé sur l'avenue Kasa-Vubu dans la commune de la Muya et dans d'autres écoles environnantes. Mardi, les cours ont été perturbés dans plus de 30 écoles. Selon le préfet des études de l'institut Mulami Mwimpe, Isaac Mbaya, déclare avoir libéré les élèves suite aux jets de pierre. Pour rassurer les élèves et les enseignants, les autorités circulent dans plusieurs écoles.

Nord-Kivu : un mort lors du crash d'un petit porteur de l'ICCN. Un avion petit porteur appartenant au Parc national des Virunga a connu un crash ce mercredi 18 novembre. L'appareil avait à son bord deux personnes, dont le pilote qui est décédé. Cet avion de tourisme aurait raté son décollage avant de connaitre ce crash dans la brousse riveraine de la piste d'atterrissage.

Kinshasa : première audience entre le bureau Mabunda et Fabrice Puela au Conseil d'Etat. Le député Albert Fabrice Puela et Jeanine Mabunda et son bureau comparaissent ce mercredi 18 novembre devant le Conseil d'Etat. Depuis juillet dernier, le député Albert Fabrice Puela a adressé une correspondance à la présidente de l'Assemblée nationale, lui demandant de tirer les conséquences de la violation par son bureau de l'article 139 du règlement intérieur de la chambre basse. N'ayant pas eu la suite à sa lettre, Fabrice Puela a saisi le Conseil d'Etat pour solliciter une décision de destitution du bureau

Mabunda, faute d'une démission volontaire. En réplique, les députés présents à l'Assemblée plénière de mercredi dernier ont voté contre cette démarche en affirmant que le rapport financier de la chambre basse avait été bel et bien déposé dans le délai. L'élu de Matadi précise cependant que la loi ne parle pas du dépôt mais plutôt de la présentation de ce rapport à la plénière, ce qui n'a jamais été fait, selon lui. C'est sur cette contradiction que le Conseil d'Etat est donc appelé à départager les deux camps.

Fin d'Ebola : Le Gouvernement annonce la fin de la 11e épidémie d'Ebola. Tout en soulignant que la 11e épidémie de la maladie à virus Ebola est survenue dans un contexte particulier marqué par l'expansion de la pandémie du Coronavirus, le ministre de la Sante invite la population au respect strict des gestes barrières. Car, si Ebola est pour l'instant vaincu, la COVID-19 continue à faire des ravages à travers le monde et sur le continent, avec une augmentation des cas en RDC. **Oxfam exhorte la RDC à pérenniser les acquis de la riposte**. Oxfam RDC a énormément collaboré dans la sensibilisation pour l'engagement communautaire. Elle recommande de capitaliser les leçons apprises. C'est pourquoi elle a lancé « un appel aux bailleurs de fonds et au gouvernement congolais pour le renforcement du système de santé au niveau du pays et de continuer à investir dans la communauté afin de pérenniser les acquis de cette riposte. » **Le coordonnateur humanitaire de l'ONU en RDC félicite l'équipe de riposte**. « Je témoigne ma reconnaissance à toute l'équipe de la riposte et tiens à saluer l'engagement des communautés, sans lesquelles l'épidémie n'aurait pas pu être contenue si rapidement (…) Il faut à présent prendre en charge les orphelins, et les survivants et survivantes doivent être soutenus », a-t-il soutenu.

Reprise des consultations après une pause de quelques jours. Pour Felix Tshisekedi, ces consultations ont pour objectif l'amélioration du vécu quotidien du peuple Congolais. À partir de mercredi 18 novembre, l'agenda de Felix Tshisekedi prévoit les rencontres avec les caucus des députés du Sud Kivu et de la province du Maniema. Certaines personnalités politiques sont attendues notamment; le bâtonnier Jean Claude Muyambo, Adam Bombole chef du parti politique Congo na biso, Kiakwama kiakiziki, et Jean Baptiste Bomanza. Pour rester dans sa logique d'élargir son assiette, le chef de l'État devra entre autre aussi recevoir le groupe des paysans kasaiens du Katanga et la presse légendaire du Congo.

Beni : l'ONG « CEPADHO » appelle à la solidarité internationale des militaires face à la double attaque de l'ADF. Pour le Centre d'Etudes pour la Paix, la Démocratie et les Droits de l'Homme, vue la montée des menaces de l'ennemi, il y a nécessité d'une solidarité internationale des forces militaires. Maitre Omar Kavota, vice-président du conseil d'administration de CEPADHO invite les Fardc et la Monusco à fournir ensemble des efforts pour la traque des ADF. Le CEPADHO parle de 1072 civils tués dans 12 mois depuis le début des opérations militaires dans la région de Beni contre tous les groupes armés.

Le budget 2021 devrait être présenté comme un budget de crise (les ONG), en priorisant les secteurs producteurs capable de réduire la pauvreté. Prenant part aux travaux d'examen du projet de loi des finances 2021 au sein de la Commission Economique et finance de l'Assemblée Nationale, la Société civile plaide notamment pour la réduction des écarts de rémunération des membres du personnel politique. Elle soutient ainsi la retenue de 10 à 30% sur leurs rémunérations, en guise d'effort de solidarité nationale pour contribuer à la réduction de l'impact économico-social de la Covid-19. Selon Bishop Abraham Djamba du REGED, dans un contexte de crise pandémique à Covid-19, les priorités budgétaires devraient notamment se focaliser dans les secteurs de la Santé avec 10% au moins, de l'Education 20% et de l'Agriculture-Développement Rural 10 %. Pour arriver à assurer le financement des priorités, Georges Kapiamba de l'ACAJ plaide pour la réduction du train de vie des Pouvoirs Publics. Il soutient aussi la suppression des avantages accordés, en plus de leurs indemnités de sortie, aux anciens chefs de Corps constitués, la réduction de la taille du Gouvernement ainsi que la cessation de la budgétisation des structures et institution comme le CNSA.

Jeudi 19 novembre.

Consultations nationales : le caucus des députés du Sud-Kivu demande à Felix Tshisekedi de nommer un informateur, pour identifier la nouvelle majorité au niveau de l'Assemblée nationale. « Nous, députés du Sud-Kivu, (nous n'étions) plus d'accord avec le mariage FCC-CACH, parce que ça fait faisait trainer les pas et ça entravait le développement de notre nation ». Par ailleurs, ils ont formulé quelques demandes au chef de l'État, notamment sur des questions sécuritaires dans leur province, la question de la gratuité de l'enseignement et sur la situation de directeur du cabinet de chef de l'État, Vital Kamerhe, emprisonné pour détournement des deniers publics. **Le FCC réitère son refus de participer aux consultations de Felix Tshisekedi.** « Le Front commun pour le Congo (FCC) reste attaché au respect de la constitution, reste attaché, jusqu'à preuve du contraire, à l'accord de coalition. Donc, tout schémas qui serait réfléchi, mis en place, devrait l'être dans le cadre de la constitution ». A cette occasion, le FCC réitère l'appel d'à aller aux élections anticipées pour mettre un terme à « la crise de légitimité des institutions évoquée par une tendance politique.»

COVID-19 : la Monusco et le Cafed remettent aux autorités du Nord-Kivu 40 000 masques. Le Collectif d'Associations féminines pour le développement a lancé le 18 novembre à Goma (Nord-Kivu) le projet «Protégeons-nous » (« Tujikinge, en swahili »). Ce projet, financé par la Monusco à hauteur de 45 000 USD, vise la sensibilisation contre la COVID-19. La vice-présidente du Cafed, insiste sur le fait que le Coronavirus n'est pas encore terminé en RDC et fait remarquer, que les quarante mille masques qui ont été produits par le Cafed « ne seront pas suffisants pour toute la population de Goma. C'est la raison pour laquelle nous plaidons encore une fois et nous appelons les autres partenaires de soutenir car aujourd'hui nous notons une nouvelle flambée des cas dans la RDC et nous devons apporter notre contribution afin de lutter contre cette pandémie qui est une maladie ravageuse ».

Sud-Kivu : la pluie fait 3 morts à Kalehe. Cette pluie a aussi causé l'engloutissement de plusieurs maisons et la disparition des personnes dans la vague d'eaux de pluie. Même la route nationale RN2, qui relie Bukavu à Goma, est coupée. Cette situation fait suite à un éboulement de terre avec inondation dans les villages de Bushushu et Nyamukubi.

Nyunzu : un capitaine des Fardc poursuivi pour triple meurtre se pend en prison. L'auteur présumé du meurtre sur deux officiers Fardc et une femme, survenu il y a environ dix jours, a été retrouvé mort mercredi 18 novembre par pendaison dans sa cellule de la prison de Nyunzu. Après sa mort par pendaison, la population de Nyunzu reste sur sa soif pour obtenir des réponses sur entre autres questionnements, le mobile du triple meurtre, le sort réservé aux familles des victimes.

Nord-Kivu : lancement des travaux de reconstruction du pont Kilokwa à Beni. Ces travaux vont se dérouler dans un délai de 60 jours. Le pont Kilokwa, victime de l'usure du temps, devenait de plus en plus un danger pour la circulation. Le projet de construction d'un pont moderne sur ce lieu vient répondre à un besoin de la population de la ville.

Kwilu : le "Témoin du développement du Congo" exige l'annulation des factures de la Snel pour le mois d'octobre à Bandundu. Le coordonnateur du mouvement citoyen "Témoin du développement du Congo" a indiqué qu'au cours de cette période, la ville de Bandundu n'avait pas d'électricité pendant plus de dix jours à la suite de la coupure due à une panne technique. Cependant la Snel a facturé normalement sans tenir compte de ces dix jours de manque d'électricité. Il indique que cette facturation forfaitaire est illégale et en violation de l'article 27 de la loi relative au secteur de l'électricité, qui stipule que toute vente d'énergie doit être facturée sur la base d'un compteur calibré et en bon état de fonctionnement.

Le Kasaï «prêt» pour le retrait de la Monusco, selon David Mclachlan-Karr. «On va finaliser le retrait dans les prochains huit mois. Mais, je crois qu'avec le lancement de nouveaux programmes pour le Kasaï à partir de janvier de l'année prochaine, on va vraiment avoir une feuille de route pour renforcer l'assistance dans ces cinq provinces», explique David Mclachlan-Karr. Il concède cependant que le Kasaï est «une zone post-conflit qui reste toujours fragile». Mais, il se veut optimiste, notant «qu'avec l'assistance des bailleurs de fonds, avec plus de programmation pour la réconciliation, la paix, le développement et l'aide humanitaire, on va réussir dans le Kasaï».

Kindu : l'hôpital militaire Garnison de Kindu abandonné. Selon le responsable de l'hôpital, aucun partenaire ni le gouvernement tant national que provincial ne s'intéresse à cet hôpital en terme d'appui. Il ajoute que depuis 2003 date de sa création, l'hôpital militaire garnison de Kindu demeure locataire avec beaucoup de menace de deguerpissement par son bailleur. Il lance ainsi un SOS autorités à penser à eux.

Kinshasa : « Le projet agricole de Bukanga Lonzo a été un échec planifié dans sa conception » (IGF Alingete) S'agissant du projet de Bukanga Lonzo, sur un budget global de 285 millions de dollars décaissé par le trésor public, l'Inspecteur général des finances (IGF) révèle que seuls 80 millions ont réellement été utilisés au bénéfice de ce projet. L'État a donc perdu 205 millions de dollars. Il énumère quelques éléments qui expliquent la perte d'une si grosse somme d'argent : « Une surfacturation à moyenne de 1 à 10 pour l'acquisition des équipements et des intrants agricoles. 80% de paiements surfacturés ont été logés dans un compte se trouvant en Afrique du Sud, où les complices se retrouvaient régulièrement pour se partager le butin. » Quant aux auteurs de ce gouffre, l'Inspecteur général des finances renseigne que six personnes sont identifiées, dont deux sont couvertes par des immunités parlementaires, un expatrié et deux autres Congolais dont l'un serait en fuite en dehors du pays. Parlant du dossier Go-Pass, l'IGF révèle que de 2015 à 2019, la Régie des voies aériennes (RVA) a collecté 124 millions de dollars, mais seuls 118 millions sont retracés. 6 millions se seraient volatilisés dans la nature. Et concernant l'argent utilisé, 90% ont été utilisés dans les services aéroportuaires, mais 10% ont été affectés à des dépenses non concernées.

Sud-Kivu: le gouverneur Ngwabidje menace de sanctionner les services non autorisés opérant aux frontières. L'ordre opérationnel sur le nombre des services habilités à œuvrer aux postes frontaliers est bafoué dans la province du Sud-Kivu. A ce jour, une vingtaine de services opèrent illégalement au poste frontière Ruzizi I avec le Rwanda, quinze services

fonctionnent à l'aéroport de Kavumu, quinze au beach Muhanzi, dix-huit services sont aux ports de Kalundu et au poste de Kavinvira à Uvira. Cette pléthore a comme conséquence, la multiplicité des taxes et les tracasseries de voyageurs. Théo Ngwabidje insiste: seuls la DGM, DGDA, OCC, Hygiène aux Frontières sont autorisés à opérer aux postes frontaliers. A cela s'ajoutent les services non apparents, dont la police des frontières et les services des renseignements civils et militaires.

Manono : l'évasion des bandits de grand-chemin de la prison provoque l'émoi au sein de la population. L'évasion d'un présumé groupe des bandits de la prison centrale depuis dimanche 15 novembre fait peur à la population de Manono (Tanganyika). Déjà des cas de meurtres sont enregistrés sur les différents tronçons routiers et d'autres cas de vol dénoncés dans les villages environnants le centre de Manono. La population met tous ces abus sur le dos du gang. Les policiers commis à la garde de la maison carcérale sont mis aux arrêts à cause de cette évasion.

Beni : flambée des prix des denrées alimentaires sur le marché. Certains analystes attribuent cette situation à la persistance de la pandémie du Coronavirus, mais aussi à la recrudescence de l'insécurité dans les nouvelles zones attaquées par les ADF. Cette situation ne se limite pas qu'aux produits manufacturés importés. Elle s'observe également pour les produits locaux dans la région. Pendant ce temps c'est la paisible population qui paye le prix.

Crash du petit porteur de l'ICCN à Katale : le pilote, seul à bord, est décédé. Le communiqué du parc ainsi que celui du ministère provincial de l'environnement indiquent que le pilote était seul à bord de cet appareil qui, ayant raté son décollage, s'est écrasé au sol blessant 4 paysans qui ont été aussitôt dépêchés à l'hôpital de référence de Rutshuru pour des soins appropriés. Cet aéronef qui était à destination de Lulimbi, un poste de patrouille de l'ICCN, en plein Parc National des Virunga, a été complément endommagé, précise le communiqué. La victime se consacrait, notamment, à la formation d'une nouvelle génération des pilotes congolais sélectionnés parmi les écogardes du parc et les forces armées congolaises.

Beni : le Fond Social de la République relance le « Projet pour la Riposte Sociale contre la crise consécutive à la Maladie à Virus Ebola ». Ce projet, qui s'étend sur soixante jours, sera exécuté par au moins 20.000 bénéficiaires dans 18 zones de santé dans la partie Grand nord de la province du Nord Kivu. Selon l'expert en environnement au sein des FSR, Isidore Kikukama Mupenda, c'est un projet qui va englober le maillage de plusieurs axes de la ville ainsi que le gravelage des certains axes routiers de Beni, Butembo, Lubero, Kalunguta, Musienene et Kasugho.

Covid-19 : le Premier ministre réunit pour la 2ème fois en une semaine les membres du comité multisectoriel de riposte. La tendance à la hausse des cas confirmés du coronavirus, les tensions observées à l'arrivée des voyageurs à l'aéroport international de Ndjili autour du test obligatoire de la Covid-19 et le relâchement dans l'observance des gestes barrières par la population étaient à l'ordre du jour. La deuxième vague de la pandémie de Coronavirus qui frappe les pays occidentaux risque d'impacter négativement la RDC si des mesures adéquates ne sont pas prises par le gouvernement. **Le Kongo- Central enregistre 8 nouveaux cas (officiel)**. Depuis la 42ème semaine jusqu' au mardi de la 46e semaine, 8 nouveaux cas se sont ajoutés aux 535 cas existants. Ce qui ramène à 543 le cumul des cas. Le ministre provincial de la Santé, qui craint une deuxième vague des cas de Covid-19 dans le Kongo-Central, appelle la population à l'observation des gestes barrières.

Mise en garde du ministre des droits humains contre les auteurs des crimes graves perpétrés en Ituri. Selon le ministre André Lite qui s'adressait à la presse à son arrivée à Bunia, quelques soit le temps ceux qui sont à la base des tueries et incendie des maisons doivent faire face un jour à la justice pour qu'ils répondent à leurs actes. Dans son agenda, il va rencontrer différentes couches de la population sur la problématique des crimes grave commis en Ituri dans le cadre de l'application de l'accord de Paix entre le Gouvernement et la Force de Résistance Patriotique de l'Ituri FRPI. Il indique que la société ne peut plus continuer à tolérer ces genres des crimes graves à l'Est du pays.

Haut-Uélé : les enseignants de Faradje en grève depuis lundi. D'après les enseignants concernés, pour la constitution du dossier, chacun et chaque école non-inscrite sur la liste de paie devait s'acquitter de certaines obligations auprès du SECOPE. Selon le président de la Société civile, trop peu d'enseignants et d'écoles ont eu gain de cause. Ce qui justifie leur colère.

Sud-Kivu : clôture du dialogue intra-communautaire de Banyindu à Uvira. Dans leur déclaration finale, les Banyindu ont évoqué quelques problèmes externes qui divisent, dont celui des Banyamulenge. Ils citent également les tueries et assassinats ciblés des leaders et chefs coutumiers de la tribu Banyindu par les Banyamulenge qui ont entrainé une tentative de l'occupation des terres et la méfiance des pouvoirs coutumiers. Selon les Banyindu, la « création frauduleuse » de la commune de Minembwe ainsi que l'appellation « Banyamulenge », sont parmi les autres problèmes évoqués et qui

constituent une source de conflit initial. La tribu Banyindu a demandé à la communauté banyamulenge de leur demander pardon.

Clôture de la 4e édition d'Alternative Mining Indaba RDC à Lubumbashi. Elle était placée sous le thème « Gestion et impact de la redevance minière sur le développement des ETD et impact du COVID -19 sur le secteur minier congolais ». Cette rencontre a réuni les participants venus de plusieurs horizons. Une occasion pour eux de discuter aussi sur la manière dont la redevance minière est utilisée par les responsables des entités territoriales décentralisées qui en sont les bénéficiaires. Les bénéficiaires de ces projets communautaires ont des avis partagés. Pour les uns, l'impact de cette redevance minière est perceptible et cela redonne de l'espoir. Pour les autres, il faudra d'abord qu'on leur dise combien perçoivent ces entités avant d'émettre des critiques objectives sur la qualité des travaux réalisés.

Vendredi 20 novembre.

COVID-19 : l'OMS appelle à la vigilance à l'approche des fêtes de fin d'année. Selon l'OMS, environ 20 pays d'Afrique connaissent une augmentation du nombre de cas des personnes infectées depuis le début du mois d'octobre dernier. L'OMS estime que ce sont les grands rassemblements et la mobilité qui ont été identifiés comme des facteurs de risque d'augmentation de la propagation de la COVID-19 et la saison des fêtes peut favoriser ces risques. **L'Unicef distribue des kits de lavage des mains dans 70 écoles de Mbanza Ngungu et de Luozi.** Vingt écoles secondaires et cinquante écoles primaires sont bénéficiaires de ce don de l'Unicef, constitué des savons, des seaux et des tabourets. Avant ce lot, l'Unicef avait remis dans cette même province éducationnelle, des caches- nez, du gel hydro alcoolique, et des thermo flash.

Affaire Commune de Minembwe : l'évêque d'Uvira sous menaces de mort. Les membres du clergé du diocèse d'Uvira ont adressé un message de soutien mercredi 18 novembre à leur évêque, Monseigneur Joseph-Sébastien Muyengo, objet de menaces de mort depuis sa sortie médiatique sur le dossier de la commune rurale de Minembwe. Ces menaces de mort et des intimidations sont proférées à travers les médias, les réseaux sociaux et en public, selon les mêmes sources. Ils exhortent les fidèles chrétiens et plus particulièrement ceux de la communauté Banyamulenge, à ne pas céder à la manipulation politicienne.

Beni : un seul cas de violation des droits de l'homme enregistré en octobre (police). Un seul cas de violation des droits de l'homme a été enregistré et examiné durant une période d'un mois. Il s'agit de celui d'atteinte au droit à l'intégrité physique et mentale par blessure et coup, dont les enquêtes n'ont pas abouti faute de preuve. Ces statistiques constituent un motif de satisfaction du comité de suivi de ces violations.

Goma : 35 armes AK47 récupérées en une semaine. Trente-cinq armes AK47, plus de 150 chargeurs garnis, 85 grenades offensives et lacrymogènes ainsi d'autres effets militaires ont été déjà récupérés, par la fondation Patrick Munyomo, dans le cadre du projet ramassage d'armes à feu et effets militaires détenus illégalement par les civils. Depuis le lancement du dit projet le 11 novembre, il s'observe une accalmie précaire observée dans la ville de Goma. Pour cette première phase de ramassage d'armes détenues illégalement à Goma, la fondation et ses partenaires disent avoir débloqué 50 000 USD.

Kisangani : des agents du FONER réclament leurs salaires « de plusieurs années ». Les agents de péage du Fond national d'entretien routier (FONER)-Kisangani dénoncent « vigoureusement l'atteinte injuste et injustifiée » à leurs droits par la direction générale de leur service. Ils réclament le paiement de leurs rémunérations de plusieurs années ainsi que la signature d'un contrat en bonne et due forme.

Bandundu : les jours de pénurie d'électricité ne seront pas considérés dans la facturation d'octobre (Snel). « Effectivement, nous avons connu une panne le 4 octobre qui avait plongé la ville de Bandundu dans le noir et la situation s'était rétablie le 14. Donc, pendant le mois d'octobre, nos clients ayant bénéficié de vingt jours d'électricité, la consommation que nous devons facturer est de vingt jours effectivement", a indiqué le directeur provincial de la SNEL-Bandundu.

Des avions de chasse angolais et congolais ont survolé le ciel de Kinshasa. Les avions de chasse de la RDC et de l'Angola ont effectué un "meeting aérien" dans le ciel de Kinshasa ce vendredi 20 novembre. Cet exercice, annoncé la veille par les Fardc, s'inscrit dans le cadre de la coopération militaire entre la RDC et l'Angola.

Haut-Lomami : 2ème tentative d'évasion des Kulunas à Kaniama Kasese. Les jeunes gangsters urbains, appelés « Kulunas» venus tout récemment de Kinshasa, ont tenté une fois de plus de fuir jeudi 19 novembre le centre de Kaniama

Kasese pour se rendre vers le Kasaï-Oriental. D'après l'administrateur intérimaire du territoire de Kaniama, cette situation inquiète la population même si, depuis l'arrivée de ces jeunes au centre de Kaniama Kasese, ils ne dérangent personne.

Nord-Kivu : des leaders religieux s'engagent à prêcher la paix et la tolérance. Ils se sont prononcés à l'issue d'une réunion tenue mercredi 18 novembre sur l'initiative du consortium Action pour la Paix en Afrique « APA » et Afrika Amani. L'objectif est de contribuer au rétablissement de la paix dans les zones affectées par les conflits armés au Nord et Sud-Kivu, ainsi qu'en Ituri. Le porte-parole du Consortium, dit se réjouir du fait qu'à l'issue de cette rencontre, ces leaders religieux ont accepté d'accorder des espaces dans leurs cultes et rencontres pour parler de la paix, l'amour et la tolérance aux communautés.

Maniema : MSF/Espagne dénonce la recrudescence des cas de violences sexuelles à Salamabila. Médecins sans frontières demande aux acteurs armés actifs dans la zone de se conformer toujours au droit international humanitaire. Cet appel a été lancé par cette organisation médicale internationale, basée à Salamabila depuis 10 ans. Il fait état de trois cas de violences subies par les civils dans cette zone le 11 novembre. Il a également demandé aux autres acteurs humanitaires de se positionner à Salamabila pour essayer de répondre à ces attaques, afin de protéger la population surtout les femmes et les enfants.

Meurtre des experts de l'ONU au Kasaï : la Suède souhaite que toute la lumière soit faite. L'ambassadeur de Suède, dont l'un de deux experts était ressortissant, dit attendre de cette procédure judiciaire que toutes les preuves soient présentées et que les coupables soient reconnus. Il souhaite également que le procès avance. Ces derniers mois, ce procès n'a pas beaucoup avancé. Plusieurs audiences ont été reportées ou écourtées à cause de l'absence des avocats de la défense.

Journée des toilettes à Butembo : une ONG internationale sensibilise sur l'assainissement des latrines. Cette journée vise à interpeler la population qui n'accorde pas assez de valeurs aux toilettes dans les ménages. Plusieurs maladies liées au manque d'hygiène des toilettes sont à la base de nombreux cas de décès dans plusieurs zones de santé dans le grand Nord Kivu. L'ONG internationale Mercy Corps dit avoir exécuté plusieurs projets d'adduction en eau potable et construction des latrines dans la région.

Uvira : les Banyindu réclament une assistance humanitaire urgente pour les déplacés basés à Kanihura. Pour cette tribu, l'espace hauts et moyens plateaux d'Uvira, Fizi et Itombwe devrait être déclaré zone sinistrée. «Nous avons beaucoup d'enfants et des femmes qui sont en brousse. Il faudrait quand qu'il y ait une action humanitaire d'urgence ». Les Banyindu exigent aussi que les déplacés internes ayant trouvé refuge vers Bijombo, Masango, Muramvya, Mikenge, Kitasha, Kipupu, Minembwe, et Lulenge soient assistés sans discrimination.

Sud- Kivu : deux personnes d'une même famille tuées à Kabare. Les bandits armés non identifiés ont abattu une fille de 17 ans dans la maison de ses parents avant d'achever un collecteur d'impôts de la chefferie dans la même zone.

Tshopo : un finaliste agressé par des « Kuluna » dans son école à Kisangani. La victime a été grièvement blessée à la tête par ces jeunes désœuvrés, alors qu'elle venait d'arriver à l'école. Dans la ville de Kisangani, l'insécurité causée par les enfants en conflit avec la loi a atteint des proportions inquiétantes, car elle touche actuellement les écoles, se plaint le préfet de l'école.

Journée internationale des droits de l'enfant : l'ONG JPCP sensibilise les élèves à Beni. Les jeunes volontaires du groupe Jeunes Patriotes Consolidateurs de la Paix "JPCP" de Beni ont sensibilisé des écoliers du complexe scolaire Musayi de Beni à l'occasion de la célébration de trentième anniversaire de la journée internationale des droits de l'enfant. « Je suis un enfant, j'accomplis mes devoirs, respectez aussi mes droits », a affirmé le coordonnateur de JPCP, Benjamin Asimoni, à ces enfants.

Ituri : recrudescence de l'insécurité dans le sud d'Irumu suite à la présence de l'ADF. Selon la société civile de Tchabi, ces rebelles empêchent la population d'accéder aux champs ; ils pillent les habitants dont des chèvres, des poules et d'objets de valeur. Elle indique que la nuit de mercredi à jeudi, ces hommes armés se sont introduit à Mulangu où ils ont tiré des coups de feu avant de prendre en otage trois personnes dont une fillette de 12 ans, deux hommes de 60 ans et un jeune homme.

Médias : Radio Okapi lance sa nouvelle station « Radio Okapi enfants ». Cette radio aura pour but de donner la parole aux enfants sur des questions liées à la santé, l'éducation, l'environnement, la protection de l'enfant, l'eau et l'assainissement.

Radio Okapi Enfant est le fruit du partenariat entre le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) en RDC et la Monusco.

Samedi 21 novembre.

Nord-Kivu : plus de 500 enfants sortis des groupes armés en moins d'une année. « Vous allez vous rendre compte qu'entre janvier et aujourd'hui, plus de 500 enfants ont été accueillis rien qu'à Beni et Lubero, ils ont été accueillis et assistés par nous, l'ONG Action concrète pour la protection de l'enfance (ACOPE) en collaboration avec le groupe de travail (…) Il y a des efforts fournis au niveau du gouvernement en partenariats avec la Monusco et DDR Communautaire qui se développe actuellement mais nous regrettons que le recrutement continue. Nous sommes en train de nous dire d'ici décembre ou alors début 2021, que autour de 200 enfants pourraient sortir des groupes armés dans le grand Nord », a ajouté Mopero Kamaliro.

Lubumbashi : évasion au cachot de l'ANR. Onze bandits de grand chemin ont pris les larges après avoir tué un gardien. Les autorités provinciales lancent un appel à la population afin qu'elle collabore avec les services de sécurité pour l'aider à retrouver ces bandits en cavale.

Kananga : marche de la Lucha pour dénoncer l'insécurité. Les militants de la Lucha, encadrés par la police, tenaient en mains des prospectus sur lesquels on pouvait notamment lire : « l'insécurité actuelle est un signe d'incompétence des autorités». Dans leur memo déposé à l'Hôtel de ville, ces manifestants dénoncent la persistance des actes de vol, viol et tueries commis contre la population civile. Ils ont invité les autorités civiles et militaires à prendre leurs responsabilités.

Ituri : une nouvelle incursion de la Codeco fait 3 morts à Abuluma, secteur de Banyali-Kilo dans le territoire de Djugu (Ituri). Selon le président de la communauté Nyali, à leur arrivée à Abuluma, ils ont commencé à tirer des coups de feu dans toutes les directions. Ce qui a créé une panique dans le village. Dans cette confusion trois personnes sont tuées par balle. Avant de se retirer, ces miliciens se sont introduits dans des maisons. Plusieurs biens ont été emportés par ces miliciens.

Lomami : 55 cas de choléra enregistrés en 3 semaines à Kalambayi. Le médecin chef de zone de santé de Kalambayi, lance un cri d'alarme parce que la structure de santé manque d'intrants pour la prise en charge des malades ainsi que pour la prévention de l'épidémie. La zone de santé manque même les sacs mortuaires pour l'inhumation des morts.

Consultations : la société civile pour une décision qui préserve la paix et la cohésion nationale. Les présidents des cadres de concertations de la société civile des 26 provinces de la RDC appellent le président de la république, lui, qui connait les contours de l'accord signé avec le FCC à prendre la décision appropriée sans mettre en mal la paix et la cohésion nationale.

Des pêcheurs congolais torturés par la marine Ougandaise et leurs matériels de pêche saisis. Les six pêcheurs congolais de Kisaka, arrêtés jeudi, ont été sérieusement fouettés et torturés, avant d'être relâchés par la marine ougandaise, dans la zone frontalière entre les eaux ougandaises et congolaises, selon la Fédération des pêcheurs artisanaux (Fecopeile). Et deux moteurs hors-bords saisis. Comme les autres fois, ils sont accusés de franchir les frontières lacustres. Cette situation touche sur la vie socio-économique des pêcheurs et les appauvrit. La fédération réitère son appel aux gouvernements congolais et ougandais d'harmoniser afin de baliser les frontières lacustres. Cela éviterait, dit-il, de tels incidents et accusations mutuelles.

Dimanche 22 novembre.

Pas d'amnistie pour des crimes graves commis en Ituri, annonce André Lite. Selon le ministre des Droits Humains, le gouvernement ne tolérera plus que ceux qui sont auteurs des tueries à grande échèle circulent librement sans être poursuivis par motif d'un processus de paix. Il a donné cette position officielle du gouvernement en faisant allusion à l'accord de Paix qui lie la milice de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI), et l'exécutif congolais. La décision du gouvernement de la RDC, de ne pas accorder d'amnistie à la FRPI inclue aussi d'autres groupes armés sur l'ensemble du pays ;

Le collectif « 18 ans ça suffit » appelle Joseph Kabila au devoir de réserve. « La loi portant statut des anciens chefs de l'Etat soumet le sénateur à vie au devoir de réserve. Il continue à croire qu'il est toujours Président de la République. Ce qui fait que même ses partisans continuent à croire qu'il y a un Président qui gouverne et un autre, qui règne ». Leur démarche

n'est pas seulement un rappel à l'ordre, mais aussi vise à mettre un terme au torpillage des actions que mène le Chef de l'État.
Il promet également de saisir le Parlement pour lui demander de revoir la loi portant le statut sur l'ancien Chef de l'Etat « qui a été taillé sur mesure, en octroyant autant davantage au sénateur à vie, Joseph Kabila, alors qu'il est déjà extrêmement riche.»

Crise politique en RDC : le Centre appelle Tshisekedi et Kabila au dialogue. Le regroupement politique Le Centre appelle tous ses partisans et les autres partis politiques et des organisations de la société civile à soutenir le dialogue entre les deux parties « pour une paix durable, la cohésion nationale pour préserver l'intérêt de la population. » La tension est perceptible au sein de la coalition. La coalition Cap pour le changement (CACH) de Félix Tshisekedi estime que ses partenaires du Front commun pour le Congo (FCC) de Joseph Kabila bloquent les initiatives et actions du Président de la République.

Nord-Kivu : l'armée appelle la population à la collaboration pour mettre fin à l'insécurité. Le commandant des opérations « Sokola I » a eu des échanges avec les différentes couches de la population de la ville de Butembo. Seule la collaboration de la population avec les forces loyalistes peut sauver la situation. « Aucune armée du monde n'a jamais terminé seule la guerre sans la population. On ne peut rien faire et nous avons compris que parfois la population n'a pas assez d'informations sur ce que nous faisons. C'est pourquoi nous avons jugé mieux de beaucoup communiquer avec la population**».**

Ituri : la police arrête un groupe de présumés voleurs armés à Bunia. Ces malfrats ont été arrêtés avec plusieurs biens de valeur qu'ils avaient volés dans la nuit de jeudi à vendredi 20 novembre, dans les établissements Tuungane au marché central de Bunia. Ces présumés bandits sont armés et opèrent au nombre de six, dont deux voleurs qualifiés et quatre recéleurs. Ils ont réussi à emporter deux cent vingt bidon l'huile Sabrina et soixante sacs de Riz blanc de marque Swala.

Nord Kivu : plusieurs localités de Banande-Kainama se vident de ses habitants, après les récentes attaques des rebelles ougandais des ADF signalées dans le territoire de Beni au Nord-Kivu. La société civile locale qui livre cette nouvelle, appelle l'armée congolaise à mener des patrouilles pour mettre fin aux incursions des assaillants dans ces localités.

L'Université Progrès Kinshasa Est livre ses premiers diplômés. Au total, trente-trois lauréats ont obtenu leurs diplômes de graduat délivrés par cet établissement d'enseignement universitaire privé, basé au quartier Mpasa, commune de la N'sele dans la périphérie Est de Kinshasa. Cet établissement a pour mission de « donner un enseignement de qualité aux enfants de ces quartiers pauvres. Des enfants qui rencontrent beaucoup de difficultés pour accéder aux études universitaires. Et cela à cause de la concentration de toutes les institutions universitaires dans la partie Sud et Ouest de Kinshasa ».

Lundi 23 novembre.

La MIBA espère 40 millions USD de la FBN Bank. L'enveloppe attendue par la Société minière de Bakwanga (MIBA) arrivera après plusieurs démarches menées par le gouvernement congolais auprès de différentes banques congolaises. Sur les 50 millions de créance du gouvernement congolais vis-à-vis de la MIBA, les sources concordantes affirment que la FBN Bank accepte d'octroyer à l'entreprise minière, une enveloppe de 40 millions, comme recouvrement partiel. Ces fonds permettront à la MIBA de relancer la production, d'accroitre l'outil de production et d'améliorer également les conditions socio-professionnelles des travailleurs.

Equateur : l'Eglise de réveil du Congo met fin à son bicéphalisme. Selon l'évêque président provincial de l'Eglise de réveil du Congo (ERC)/Equateur, Joseph Kwenzongo, la correspondance du secrétaire général de la Justice, adressée à tous les gouverneurs, a tranché. Cette correspondance reconnaît uniquement le leadership de l'Evêque général Dodo Kamba comme Représentant légal de l'ERC et, par conséquent, l'aile sous sa conduite. A l'Equateur, ces dispositions ont été également reconnues par les autorités politico-administratives et sécuritaires. Ce qui met définitivement un terme à ce conflit.

Kongo-Central : la route Manteme - Tshela complètement délabrée. Selon le coordinateur de la société civile de Lukula, avec le retour de la saison pluvieuse, cet axe risque de se scinder en deux. Il tire la sonnette d'alarme et indique que la détérioration avancée de cette voie engendre plusieurs soucis et pour les habitants, et pour les usagers.

Rentrée judiciaire au Sud-Kivu : la procureure générale veut renforcer le contrôle des officiers de police judiciaire. Dans sa mercuriale, la procureure générale s'est attardée sur l'exemplarité dont doit faire preuve l'officier de police

judiciaire dans l'exercice de ses fonctions. Elle a ainsi invité l'assistance à lui prêter main forte pour la réussite de cette mission de contrôle des activités des officiers de police judiciaire qu'elle s'est assignée. Le bâtonnier de l'ordre national des avocats du Sud-Kivu, a demandé à la procureure générale de s'appesantir également sur le contrôle des amigos.

Uvira : ouverture du dialogue entre les Babuyu et Bafuliiru, visant à contribuer au rétablissement de la paix durable dans les hauts et moyens plateaux des territoires de Fizi, d'Uvira et de Mwenga-Itombwe (Sud-Kivu). Ces assises, se déroulent jusqu'au 25 novembre, sous le haut patronage du président de la République et chef de l'Etat Felix-Antoinne Tshisekedi, en collaboration avec l'ONG internationale Interpeace et le Réseau d'innovation organisationnelle (RIO)/ECC.

Pour Beltshika, les consultations convoquées par Félix Tshisekedi doivent avoir un caractère inclusif. Selon le président du Congrès des démocrates pour le progrès social (CDPS), le socle de l'entente doit se faire autour des valeurs et principes républicains afin de répondre aux attentes de la population. En prévision de la création de l'union sacrée pour la Nation il demande au président de tirer des leçons « des fautes commises par omission » lors de la création de la coalition CACH-FCC.

La reprise de production des passeports reportée, à une date ultérieure, en attendant une harmonisation rapide des vues entre le ministère des Affaires étrangères et le ministère des Finances, pour la réussite de l'opération.

Kasaï-Oriental : 7 morts dans un accident de circulation à Miya. D'après la Police de circulation routière, un camion de marque Fuso a raté la montée de la colline de Miya et s'est renversé dans la vallée. La PCR lie ce drame a une défaillance technique. Selon toujours la PCR, le chauffeur, les membres de l'équipage et quelques passagers, tous sont morts sur place. La cabine du véhicule est complètement endommagée.

Conséquences de la pluie à Kalehe : la route Bukavu-Goma coupée. C'est le ruissellement des eaux dans les hauts plateaux de Kalehe qui a entrainé des coulées de boue sur la route nationale 2 à Kanyunyi dans le village de Bushushu. Ce qui a rendu ce tronçon impraticable. Outre les nombreux dégâts matériels, les éboulements de terre de la semaine dernière à Kalehe avaient fait 4 victimes dont deux personnes portées disparues.

Procès Sheka et ses co-accusés : l'arrêt de la cour militaire opérationnelle du Nord-Kivu attendu ce lundi. Après une année d'instructions emmaillées de plusieurs reports d'audience, ce procès qui a pris au-delà de cent audiences a été très suivi par toutes les parties ainsi que par les organisations de défense des droits de l'homme tant nationales qu'internationales. L'opinion pense que ce procès qui doit en principe revêtir un caractère d'impartialité dans son arrêt, devra être pédagogique et servir de modèle pour d'autres seigneurs de guerre actifs dans la province du Nord-Kivu. Sheka et ses co-accusés sont poursuis pour le viol massif de Luvungi, recrutements d'enfants, pillages, meurtres, assassinats ainsi que l'incendie des villages, commis dans le territoire de Walikale entre 2009 et 2014.

Rutshuru : la population se plaint des barrières érigées illégalement par les militaires. Quinze barrières érigées par les soldats des Fardc ont été répertoriées par les organisations de défense des droits de l'homme ainsi que la société civile dans ce territoire. Plusieurs organisations locales ainsi que leaders communautaires exigent la relève de ces soldats qui ont passé plus de dix ans dans la région de Rutshuru. A chaque barrière, les voyageurs ainsi que les cultivateurs, sont obligés de payer une somme allant de 500 à 5000 FC (0.25USD à 2.5 USD) ou en contrepartie les produits des récoltes de leurs champs. Réagissant à ces allégations, le porte-parole du secteur opérationnel Sokola 2 au Nord-Kivu, parle des check-points et non des barrières. Ces points de contrôle servent à arrêter les détenteurs illégaux d'armes qui circulent dans la zone.

Mbandaka : lancement d'un projet sur le respect la dignité et des droits des femmes pygmées. Cette initiative vise notamment la promotion des droits des femmes autochtones et le maintien de leur pouvoir décisionnel, mais aussi l'adoption des comportements responsables de leurs conjoints, afin de limiter la propagation de la Covid-19 dans la province de l'Equateur. Ce projet de SPFA prévoit, en outre, une prise en charge des victimes les plus vulnérables. Malgré la fin du confinement, ces cas de violences sur des femmes autochtones continuent, a constaté la chargée de communication de SPFA.

Beni : la Lucha dans la rue pour exiger la justice en faveur de leurs militants tués le 23 novembre 2019. Selon les organisateurs, la manifestation avait deux objectifs, à savoir : exiger Justice et réparation pour le meurtre d'Obadi Muhindo, un des membres de la Lucha et de tous les autres qui auraient été tués par la police nationale congolaise et la Monusco, selon eux aux mois de novembre et décembre 2019. Une autre revendication est celle de demander au secrétaire général des Nations unies de ne pas renouveler le mandat de la Monusco en décembre prochain. A leur arrivée à la base Madiba de la Monusco à Boikene, ces militants ont échangé avec la cheffe de Bureau de la Monusco Grand Nord. Elle leur a indiqué que

les enquêtes sont en cours pour établir les responsabilités dans la mort de certains civils lors des manifestations de l'année dernière.

L'armée appelle les femmes se désolidariser avec les groupes armés. Cet appel a été lancé consécutivement à l'arrestation d'une femme à Kasindi, il y a quelques semaines, accusée de complicité avec les rebelles des ADF. « Mais, voir une femme qui se lance dans une collaboration avec l'ennemi c'est vraiment déshonorer les femmes, c'est un cas que nous déplorons tous, c'est une première de voir une femme responsable apparemment mais qui est au service de l'ennemi. Il n'y a personne qui est pour la guerre, il n'y a personne qui tire des profits dans cette guerre si ce n'est qu'un groupe des gens mal intentionnés. La meilleure des choses c'est alerter, la meilleure des choses c'est dénoncer », a-t-il conseillé.

Déchéance du bureau de l'Assemblée nationale : le Conseil d'Etat déclare irrecevable la requête de Fabrice Puela. Le député Puela sollicitait du Conseil d'Etat la déchéance du bureau de l'Assemblée nationale pour violation de l'article 139 de son règlement intérieur. Cet article recommande le dépôt du rapport financier de cet organe délibérant dans le délai de la loi. Selon un haut magistrat qui a requis l'anonymat, le député Puela n'a pas annexé à sa requête la décision administrative attaquée. Il n'a pas non plus démontré le préjudice subi. « Le conseil devrait simplement se déclarer incompétent pour un acte administratif interne à l'Assemblée nationale », a-t-il confié. Au Conseil d'Etat, le dossier est définitivement clos.

Nord-Kivu : plus de 20 jeunes de Butembo outillés à « une vie parlementaire responsable ». « De fois nous parlons de la représentation de la population par les députés. On parle de contrôler, on ne sait pas concrètement ce qui se passe à l'Assemblée nationale ou dans les assemblées provinciales. C'est pourquoi nous avons appelé l'honorable Jules Vayikehya pour qu'il vienne nous parler de ce qui se passe concrètement. Un élément qui a motivé notre cadre d'échange, c'est la charge qui attend la jeunesse parce qu'il faut le dire c'est la jeunesse qui va gérer ce pays demain ».

Coronavirus au Maniema : le ministre provincial de l'Education insiste sur le respect des mesures barrières dans les écoles. A l'issue de sa ronde effectuée le week-end dernier, il a affirmé que dans beaucoup d'écoles visitées, les responsables devraient fournir d'énormes efforts pour combattre la pandémie à Coronavirus.

Lutte contre le paludisme au Kwilu: le Sanru sollicite l'implication de la société civile pour vulgariser la gratuité des médicaments. Dr Jean Claude Kufutua, représentant de Sanru a indiqué que ces produits sont donnés gratuitement à la population, mais certaines personnes s'adonnent à les voler et à les vendre. C'est dans cette optique qu'il demande à la société civile de dénoncer tous ces vols des médicaments.

Les consultations présidentielles prennent fin mardi 24 novembre. Pendant trois semaines, le Président de la République a personnellement reçu différentes personnalités du monde politique et social de Kinshasa et de l'arrière-pays, toutes tendances confondues. Assisté des membres du secrétariat technique ad hoc, le Chef de l'Etat a échangé avec ses interlocuteurs et reçu différents mémos qui lui ont été adressés. Après cette étape, le Président de la république va se donner un temps raisonnable pour compiler différentes suggestions qui lui ont été faites avant de prendre des décisions.

Leïla Zerrougui salue la condamnation à perpétuité de Ntabo Ntaberi « Sheka ». Ntabo Ntaberi « Sheka » a été condamné à la prison à perpétuité pour crimes de guerre par meurtres, viols, esclavage sexuel, enrôlement d'enfants, pillage, destruction de biens et atteinte à l'intégrité physique. « Ce verdict est source d'un immense espoir pour les nombreuses victimes des conflits en RDC : les souffrances ont été entendues et reconnues, l'impunité n'est pas une fatalité », a réagi la Représentante spéciale du Secrétaire général en RDC et Cheffe de la Monusco, Leïla Zerrougui. Pour elle, la lutte contre l'impunité « est un combat au long cours », et il y a encore beaucoup à faire pour garantir la disponibilité des outils nécessaires à un système judiciaire efficace et pérenne en RDC. Ntabo Ntaberi, ancien chef du groupe armé Nduma Defense of Congo (NDC) actif dans le territoire de Walikale dans la province du Nord Kivu, son infirmier Batechi Jean et Lukambo Jean Claude dit Kamutoto, également membres de ce groupe, ainsi que Nzitonda Séraphin dit Lionso, un leader des Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) étaient poursuivis pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité par meurtre, viols, enrôlement d'enfants, pillages et d'autres crimes perpétrés à Walikale entre 2007 et 2017. Nzitonda Séraphin dit Lionso (FDLR) a également été condamné à perpétuité, Lukambo Jean Claude dit Kamutoto, à quinze ans de prison et Jean Batechi a été acquitté par la Cour. Entre le 30 juillet et le 2 août 2010, des attaques contre 13 villages sur l'axe Kibua-Mpofi avait fait 287 morts, alors que 380 femmes, hommes et enfants avaient aussi été violés.

Mardi 24 novembre.

Meurtre des experts de l'ONU au Kasaï: le BCNUDH apporte son appui financier aux avocats. Selon le bâtonnier du Barreau du Kasaï-Central, Dominique Kambala, il s'agit d'un témoignage de reconnaissance pour le travail qu'ils font. Il

demande alors aux avocats de prendre conscience de leur part de responsabilité dans ce dossier : « (…) le procès est suivi à un haut niveau et que tout le monde attend le résultat, que justice soit rendue et que les avocats devaient prendre conscience de leur part de responsabilité dans la chaine pénale. » Mais, ces derniers mois, ce procès n'a pas beaucoup avancé. Plusieurs audiences ont été reportées ou écourtées à cause de l'absence des avocats de la défense, qui réclament des indemnités au titre d'aide légale. Ce qui agace les prévenus, dont certains sont en détention depuis avril 2017.

Kimbembe Mazunga et Laya Sinsu placés en détention préventive à la prison centrale de Makala. Kimbembe Mazunga et Laya Sinsu, anciens directeurs généraux de la Société commerciale des transports et des ports (SCTP) ont été arrêtés lundi 23 novembre Ils sont poursuivis pour détournement des deniers publics et faux en écriture.

Banditisme urbain à Beni : le maire encourage le recours aux numéros verts. « Nous voudrions rappeler le numéro vert, qui est là pour la population, et quand c'est chez le voisin que ça ne va pas, ce sont les gens qui entourent la parcelle qui peuvent alerter les services. Donc, nous voudrions rappeler à la population l'usage du numéro vert, et ne pas avoir ce numéro vert, c'est qu'on n'est pas disposé à soutenir les actions de la sécurité de la ville de Beni. Et chacun qui a un téléphone doit garder ce numéro vert dans son téléphone », a recommandé Modeste Bakwanamaha.

Kwilu : le salaire de 87 enseignants issus de 7 écoles de Gungu retiré par des inconnus. Selon le président de la société civile de ce territoire, Ecobank affirme à ces enseignants que leur argent a déjà été retiré par les bénéficiaires, alors qu'eux ne reconnaissent pas l'avoir fait. Il demande que ce réseau mafieux soit être démantelé, cette pratique doit s'arrêter, les auteurs doivent être identifiés et déférés devant la justice ».

Sud-Kivu : dépôt du projet de budget à l'assemblée provinciale. Ce projet de budget est équilibré en recettes et en dépenses. Il a été retenu au cours du récent conseil des ministres provinciaux, sous la conduite du gouverneur de province. Alors que pour l'exercice 2020, le budget était de l'ordre de plus de 280 milliards de FC, ce qui affiche un taux de régression d'environ 26%. Le gouvernement provincial explique cette situation par la crise économique due à la maladie de COVID-19. Ainsi ce budget 2021 sera orienté vers les actions d'atténuation et d'anticipation des effets négatifs de Coronavirus. Il s'agit notamment de la riposte, la surveillance, le renforcement du système de santé, le maintien de la stabilité macroéconomique et la relance de l'économie sans oublier l'atténuation des risques et soutien aux populations et autres groupes vulnérables.

Ituri : des miliciens de la FRPI multiplient des exactions contre la population civile au sud d'Irumu. Plusieurs habitants, dont la plupart sont des commerçants, sont devenus la cible d'attaques de ces miliciens. Munis d'armes à feu, des machettes, des couteaux et des lances, ces inciviques barricadent des axes routiers dans des zones, où il n'y a pas de présence des forces de l'ordre. C'est à ces endroits qu'ils pillent ou extorquent de l'argent, des téléphones portables et d'autres biens de valeur de la population. La population demande au gouvernement central d'accélérer le processus de désarmement de ces miliciens et d'en assurer leur prise en charge pour épargner la population de ce calvaire.

Lutte contre la COVID-19 à Kananga : l'Unicef remet un lot d'intrants aux écoles. Ce don est constitué entre autres, des thermo flashs, des cache-nez, des seaux, des lave-mains, des cahiers d'exercices et autres. Ces intrants seront distribués dans environ 343 écoles sur près de 2 000 que compte la province éducationnelle Kasaï-Central. L'Unicef souhaite que les autorités politiques et scolaires veillent à ce que ces intrants arrivent aux vrais bénéficiaires qui sont les élèves.

Haut-Katanga : arrestation des bandits qui s'étaient évadés de la prison. « La police avait mis la main sur deux individus plus une femme dans le quartier Bongonga. Après plusieurs interrogatoires ils sont passés aux aveux. Le chef de bande et son adjoint, tous deux sont entre les mains de la police.» La police a par ailleurs sollicité la collaboration de la population pour avoir les informations sur les autres qui sont encore en cavale.

Mbuji-Mayi : le maire invite la population à ne pas se faire justice. Ce rappel a été fait après qu'un présumé bandit a été brulé vif aux premières heures du matin ce mardi 24 novembre non loin de la place Bonzola dans la commune de la Kanshi. La veille, un autre présumé voleur a également été brulé vif au quartier Kasa-Vubu, dans la commune de Dibindi. Le maire a fustigé ce comportement de la population : « C'est contre la loi, la population ne doit pas se faire justice. La formule, c'est d'arrêter et conduire devant les instances judiciaires. » Et il met en garde, et promet de traduire en justice, les chefs des quartiers et des cellules où ces actes seront encore enregistré.

Kinshasa : des essais d'armes lourdes prévus ce mardi au centre d'entrainement de Kibomango, annonce l'armée. La population de la commune de la N'sele est appelée à ne pas paniquer. Selon les mêmes sources militaires citées par la RTNC, des essais d'armes lourdes seront faits ce mardi par des militaires venus de Mbanza Ngungu dans le Kongo-Central.

Les frais de passeports seront payés à la FBN Bank. Ce compte sera intitulé « Contrat gouvernement Locossem/Passeport biométrique ». Le ministre des Finances adresse à la direction de la FNB Bank, la demande l'ouverture de ce compte. Le ministère des Affaires étrangères devra communiquer pour la date du démarrage de la délivrance des passeports.

James Duddridge, ministre d'Etat Britannique pour l'Afrique en visite en RDC. Le Ministre Duddridge affirme qu'il a tenu à venir en RDC pour témoigner de la force du partenariat entre les deux pays et pour montrer la solidarité britannique avec le peuple congolais, en ces temps difficiles. Avec le premier ministre Ilunga Ilunkamba, le ministre britannique est revenu sur les questions humanitaires que connait la RDC. Durant son séjour en RDC il se rendra au Kasaï-Central et au Nord-Kivu pour faire le point sur la coopération et se faire une idée personnelle des défis et de l'énorme potentiel de la RDC.

Le budget 2021 reste essentiellement de consommation. Le Réseau gouvernance économique et démocratie plaide pour un budget pro pauvre qui affecte des moyens conséquents notamment dans secteurs de la sécurité, la santé, de l'éducation, de l'agriculture, des mines et des infrastructures. Dans son analyse, la société civile s'interroge sur la crédibilité de la prévision budgétaire estimée à 6,9 milliards de dollars. Pour elle, comment la croissance économique pourrait-elle progresser de -1,7 en 2020 à 3,2 en 2021 dans un contexte de destruction de tissu économique par la pandémie de la COVID-19. Le REGED déplore par ailleurs que ce projet de budget consacre toutes ses recettes à la rémunération et au fonctionnement des institutions.
Elle suggère : la réduction des écarts de rémunération ; la retenue de 10 à 30% sur les rémunérations des élus et du personnel politique du gouvernement ; la réduction des avantages reconnus aux anciens présidents de la République élus ; la suppression des avantages accordés, en plus de leurs indemnités de sortie, aux anciens chefs de corps constitués ; la réduction de la taille du gouvernement.

COVID-19 et VIH/Sida : l'Unesco et l'Onusida offrent des kits de prévention à plus de 120 écoles secondaires de Goma. En plus de la distribution des kits, il y a une série de sensibilisations des leaders communautaires sur les facteurs de propagation du VIH, les violences sexuelles ainsi que le Covid-19. Le secrétaire exécutif provincial du PNMLS explique pourquoi avoir associé le VIH a la prévention contre la COVID-19 : « les écoles sont des endroits propices pour transmettre la connaissance , les bonne pratiques, c'est dans ce sens que nous avons bien voulue que le VIH soit aussi associer à cette prévention covid19 pour que nos élèves puissent bien assimiler et connaitre le danger qu'il y a et limiter toute propagation en milieu scolaire. »

Sud-Kivu : la Snel procède au placement des compteurs à prépaiement à Bukavu. Le directeur provincial de la Snel affirme que grâce au compteur à prépaiement, appelé Cash Power, les clients paieront désormais l'énergie réellement consommée selon la capacité financière de chacun. Ce lancement a été fait par le gouverneur de province, qui recommande aux abonnés d'utiliser les récepteurs à faible consommation et d'éteindre les lampes non essentielles pour consommer moins d'énergie. A cet effet, le gouvernement provincial a promis le lancement dans les prochains jours, d'une opération d'exonération des ampoules à économie d'énergie afin de permettre à la population de se procurer ces ampoules.

COVID-19 : le maire de Beni invite sa population au respect strict des mesures barrières. A Beni, le maire adjoint de la ville a rappelé à ses administrés le respect strict des mesures barrières pour lutter contre la propagation du Coronavirus. Il l'a fait après que le pays ait enregistré des nouveaux cas de cette maladie. «Ne pas respecter les mesures barrières c'est se faire exposer. Et donc, nous devons continuer à porter les masques pour nous protéger de cette maladie. Et là c'est partout : au marché, à l'église, à l'école… quand vous quitter chez vous, vous devez vous rassurer que vous avez porté le masque ».

Beni : le député Saidi Balikwisha plaide pour le renforcement du matériel des militaires dans les zones opérationnelles. Il estime que les alertes sécuritaires sur la présence de l'ennemi sont toujours lancées aux services compétents et au moment opportun, faute de moyens conséquents, les interventions tardent. Pour lui, il faudrait que l'armée soit renforcée en logistique sur terrain.

Ituri : 87 policiers formés à l'école de la police de Bunia Les quatre-vingt agents de l'ordre viennent d'être déployés sur le terrain pour assurer la protection des civils et de leurs biens dans le centre-ville et dans les territoires. Cette formation accélérée de sept jours a été organisée par le Commissariat provincial de la police, en partenariat avec la Monusco. Le Commissaire provincial de la police a appelé ces nouvelles unités à faire preuve de discipline et du respect des droits humains.

Le chef coutumier des Suku demande l'implication des autorités traditionnelles pour établir la paix au pays. Selon lui, les chefs coutumiers vont s'investir pour rapprocher les autorités morales du CACH et du FCC, afin de mettre un terme à la crise socio-politique qui neutralise les institutions du pays. Il a fait cette déclaration après la cérémonie de son intronisation.

Mercredi 25 novembre.

Consultations présidentielles : Bienvenu Akilimali appelle ses « collègues du FCC à rejoindre l'Union sacrée pour la nation ». « J'invite tous les collègues du FCC à rejoindre l'Union sacrée pour la nation. Nous avons bravé la peur au sein du FCC, en répondant favorablement à l'appel du président de la République », a déclaré Bienvenu Akilimali président du regroupement politique AAB au sortir de l'audience avec Tshisekedi. Au cours de ce même mardi, le Chef de l'Etat a aussi conféré avec notamment des anciens dignitaires Vincent Lunda Bululu, Catherine Nzuzi wa Mbombo et les anciens généraux à la retraite. **La clôture officielle des consultations présidentielles repoussée à ce mercredi**. Initialement annoncée pour mardi, a été repoussée, compte tenu de l'engouement au dernier jour. Plusieurs personnalités désireuses encore d'être consultées par Felix Antoine Tshisekedi se sont ajoutées sur la liste.

Meurtre des experts de l'ONU : Kamuzadi et Manga nient avoir discuté d'une livraison de machettes. Le prévenu Kamuzadi conteste le récit de Bula Bula, affirmant avoir entendu Vincent Manga lui demander des machettes au téléphone en février 2017, un mois avant l'exécution de Zaida Catalan et Michael Sharp. Cette question est revenue au cours de l'audience du jour du procès des présumés meurtriers de ces deux experts de l'ONU devant la Cour militaire de l'ex-Kasaï-Occidental, à l'occasion de l'intervention d'un expert sollicité par la défense. Bula Bula maintient cependant le récit que son co-prévenu Vincent Manga conteste vigoureusement.

Beni : la Monusco et les acteurs sociocommunautaires de la ville en dialogue social. Au cours de cette séance, les différentes sections de la Monusco/Beni ont présenté chacune sa mission, ses réalisation avec comme objectif la protection de la population civile. Ce cadre d'échange a été salué par la coordination de la société civile de la ville de Beni. Le président de cette structure, estime que de telles rencontres permettront à la communauté de prendre en compte et surtout de comprendre les réalisations de la Monusco. Pour sa part, le chargé de l'information publique de la FIB, a souligné qu'un tel cadre d'échanges reste très important, car il permet à la Monusco, d'avoir les bonnes informations pour mieux faire son travail :

« L'effectivité de la gratuité de l'enseignement de base en RDC connait encore des grands défis », reconnait l'Unesco. Selon le représentant de l'Unesco en RDC, le bureau de l'Unesco contribue en vue de la réussite de la gratuité, en appuyant le gouvernement dans deux secteurs : « Premier secteur, c'est la planification de la gratuité sur 5 ans. Nous planifions ça avec quoi ? Avec une collecte des données statistiques sur le terrain. Nous avons fini à faire la collecte des données au niveau de l'enseignement primaire, secondaire et technique, professionnel, art et métier, au niveau de l'enseignement supérieur et université et même au niveau du ministère des affaires sociales qui s'occupe de l'alphabétisation. Toutes ces données sont là, qui doivent permettre au gouvernement de prendre une décision, parce que si on n'a pas de données fiables sur le nombre d'écoles, d'instituteurs, on ne peut rien faire. Deuxième aspect de notre contribution, c'est la formation des enseignants »

Kalemie : le PAM lance le Programme d'alimentation scolaire pour 35 000 enfants. Selon le chef de bureau du PAM à Kalemie, ce programme « Cantine scolaire » cible dans un premier temps trente-cinq mille enfants répartis dans 58 écoles de trois sous-divisions de l'Enseignement primaire, secondaire et technique de Kalemie 1, 2 et 3. « La première raison, c'est de pouvoir les maintenir à l'école, éviter le taux de déperdition. La seconde raison, ce repas équilibré permet de lutter contre la malnutrition et quand l'enfant est à l'école et qu'il mange, les parents ont moins de soucis. Ce que nous visons déjà, c'est d'augmenter le taux de rétention et nous l'avons pratiqué l'année passée et nous avons compris que le taux de rétention était de 95% dans les écoles que nous avons soutenues », a-t-il indiqué.

Kinshasa : la Lizadeel alerte sur l'existence d'un réseau de trafic d'enfants. L'une des responsables de la Ligue de la zone Afrique pour la défense des droits des enfants, étudiants et élèves (Lizadeel), affirme avoir recueilli sur son site de Kinshasa, un enfant de 13 ans, enlevé à Tshikapa dans le Kasaï et séquestré avec d'autres, dont des fillettes, dans une maison d'habitation. Leurs ravisseurs les utilisent pour le vol. Ils y subiraient aussi différents sévices. La Lizadeel plaide pour l'implication des autorités et des structures de défense des droits de l'enfant pour mettre la main sur les responsables de ce réseau et pour récupérer ces enfants.

L'état de santé de Vital Kamerhe devient préoccupant (Officiel). Son état mérite une prise en charge appropriée hors du centre médical, où il est soigné actuellement. Le secrétaire général de son parti politique l'UNC, réitère la demande de sa famille politique, celle de voir les autorités de se pencher sur la question de la santé de Vital Kamerhe.

Beni : fin du projet « Vijana Wenye Nguvu Kwa Amani ». Le projet « Jeunes outillés pour la paix » est arrivé à sa fin après dix-huit mois d'exécution. Au moins 260 jeunes de la province du Nord-Kivu ont bénéficié de ce projet, dont 60 de la ville de Beni. « Les activités se sont bien déroulées dans le projet dans l'ensemble, parce que là les jeunes ont appris à faire le dialogue démocratique et ils sont en train de le témoigner maintenant. Ils ont appris plusieurs thématiques, ils ont appris plusieurs techniques aussi, notamment ils sont en train de parler de techniques de plaidoyer qu'ils ont découvertes. Ils ont appris aussi la technique de résistance à la manipulation, les jeunes sont en train d'exprimer qu'ils ont devenus de plus en plus résistants à la manipulation parce qu'ils savent faire l'analyse des contextes, ils savent faire l'analyse des conflits. » Ces jeunes ont dit qu'ils étaient aussi en train de transformer certains conflits qui existent dans la région. « La leçon essentielle que nous avons tirée, c'est cet engagement de la jeunesse. La jeunesse a compris qu'elle est responsable de son avenir et qu'elle peut tout transformer, si elle s'engage et si elle est accompagnée par des parents qui sont conséquents. »

Bukavu : lancement de campagne de 16 jours d'activisme contre les violences faites à la femme et aux jeunes filles. Les organisations des jeunes du Sud-Kivu appellent à une mobilisation de tous pour lutter contre toute forme de violence faite à la femme et à la jeune fille. Une organisation dénommée ''Pamoja RDC'' tire une sonnette d'alarme en direction du gouvernement congolais, des organisations locales, nationales et internationales. Le chargé de suivi et organisation à Pamoja RDC, estime que la plupart de violences que subissent les femmes, ce sont les violences conjugales :

Ituri : les notables de Gety accusent le gouvernement d'abandonner le processus de démobilisation des miliciens de la FRPI. Le processus de démobilisation et de désarmement des miliciens de la FRPI dans la partie Sud du territoire d'Irumu est toujours dans l'impasse. Ce constat est fait par la notabilité de la chefferie de Walendu Bindi ainsi que par la société civile locale. Ces organisations redoutent l'échec du gouvernement central à faire aboutir ce processus dont l'objectif est pourtant pacifié ce territoire confronté aux exactions des éléments de ce groupe depuis environs 20 ans. Le ministre provincial de l'Intérieur, précise que le problème de prise en charge des miliciens de la FRPI dépend du gouvernement central. Il assure que ce processus ne va pas s'arrêter en mi-chemin car les dispositions sont en train d'être prise, avec le concours des partenaires pour poursuivre cette opération. Certains éléments de ce groupe armé se livrent aux pillages des biens de la population pour assurer leur survie ; d'autres n'hésitent pas à ôter la vie à leur cible en se servant de leur arme à feu.

Sud-Kivu : clôture du dialogue entre les Bafuliiru et les Babuyu à Uvira. Les deux dialogues se tenaient séparément et devraient se clôturer par une déclaration finale, un acte d'engagement de chacune de ces communautés ainsi que leur cahier des charges adressé au chef de l'Etat, principal sponsor de ces assises. Les Babuyu accusent les Babembe d'avoir envahi leur entité Kilembwe, dans le secteur de Lulenge. Les différentes guerres, dont ils sont victimes depuis 1964, ont entrainé des conséquences fâcheuses, dont la disparition complète des plusieurs villages et la fuite des cerveaux Babuyu. Les représentants de groupes armés Babuyu, les religieux, les chefs coutumiers, les représentants des femmes et jeunes venus de Kilembwe ont pris part à ce dialogue. Le ministre provincial de la justice du Sud-Kivu, Jospin Bitafwanwa, a rappelé à cette communauté de couper les liens avec leurs groupes armés pour donner la chance à la paix. Toutes ces activités visent à préparer le dialogue intercommunautaire, prévu après la rencontre des Bavira et Barundi qui restent à organiser.

Journée mondiale des toilettes : l'Unicef remet des kits de lavage des mains à 133 écoles de Mbandaka. Selon le chef du bureau de l'Unicef dans le grand Equateur, la célébration de la journée des toilettes 2020 intervient à l'Equateur au moment où la province est en pleine résilience de l'épidémie d'Ebola et connaît l'augmentation des cas de COVID-19. Deux maladies liées aux mains sales. Il a insisté sur l'importance de l'assainissement des toilettes des enfants à l'école et en famille.

Lutte contre le Coronavirus : la police sera déployée à Kinshasa pour le contrôle du port des masques. Les autorités de Kinshasa ont pris, mercredi 25 novembre, deux nouvelles mesures dans le cadre de la lutte contre le Coronavirus. Il s'agit du port obligatoire et correct du masque, ainsi que l'interdiction des veillées mortuaires.

Nord-Kivu : la Monusco vulgarise la convention sur les droits de l'enfant dans une école à Butembo. Cette activité a été organisée à l'Institut Kihinga, une école de la commune Vulamba dans la ville de Butembo au Nord-Kivu. Pour prévaloir leurs droits à la santé, ces enfants ont été dotés des cache-nez et autres matériels. Cette activité vise à rappeler aux enfants leurs droits et devoirs. **« Nous leur rappellerons aujourd'hui qu'ils ont les droits et aussi les devoirs.** Ils doivent assister les parents dans les ménages. A l'école, ils doivent respecter les professeurs. D'autres pensent que les professeurs sont payés et donc ils ne vont pas les respecter. Nous disons ''non''. Les enfants doivent respecter les professeurs. Il

appartient aussi à la population de respecter les droits des enfants », a-t-elle conseillé. La Convention relative aux Droits de l'Enfant CDE avait été adoptée par les Nations Unies, le 20 novembre 1989. La RDC l'a ratifié le 10 janvier 2009.

Le taux des violences sexuelles a augmenté de 28% en 6 mois. La RDC a enregistré vingt-six mille neuf cent-dix cas (26 910) cas de violences sexuelles entre le 1er janvier et le 30 juin 2020. Ces chiffres représentent un taux d'augmentation de 28% par rapport à l'année dernière, indique mercredi 25 novembre la Représentante de l'ONU Femmes en RDC, Mme Awa Seck. L'année 2020 a été spéciale en matière des violences sexuelles, à cause de la pandémie de Covid-19 et le confinement qui ont négativement impacté la vie des femmes et des jeunes filles en RDC.

Tshopo: trois personnes, dont 2 policiers, tuées par des jeunes à Isangi. Selon le président de la société civile d'Isangi, tout est parti d'une dispute entre deux policiers, dimanche dernier autour d'un verre d'alcool dans la localité Yafeta-Yaenge. Un des policiers, excédé de colère a déclenché son arme et une balle a atteint mortellement un habitant du village qui revenait de l'église. Cet incident meurtrier a poussé les deux policiers à prendre le large. Le lendemain les jeunes refusant de voir les policiers dans leur milieu, ont molesté le commandant de la police et son épouse. Ceux-ci ont été sauvés de justesse par le frère de la victime. Ces jeunes gens pris de colère ont mis la main sur deux autres policiers et les ont tués.

Vital Kamerhe sur le point d'être évacué vers l'étranger (Officiel). Le vice-ministre de la Justice, envisage une évacuation de Vital Kamerhe vers un centre hospitalier à l'extérieur du pays pour des soins appropriés.

La violence à l'égard des femmes constitue une véritable pandémie de santé publique (Dr Denis Mukwege). « Nous sommes convaincus que de l'universalité des droits de la femme et que le degré de toute civilisation s'évalue notamment en fonction du traitement que l'on réserve aux femmes. Donc mépriser la femme revient à mépriser la vie et lutter contre les violences basées sur le genre, c'est lutter pour la survie humaine », a soutenu le prix Nobel de la paix 2018. Pour lui, la violence à l'égard des femmes « est un obstacle sérieux à la réalisation des objectifs de développement durables » « Le temps est venu de briser le silence et de mettre fin à l'impunité et aux violences sexuelles et basées sur le genre », pense-t-il.

Jeudi 26 novembre.

4 morts dans des affrontements entre miliciens et Fardc à Beni. De nouveaux affrontements ont opposé mercredi 25 novembre dans la nuit un groupe de miliciens Maï-Maï aux Fardc, au quartier Mabasele dans la commune rural d'Oicha chef-lieu du territoire de Beni au Nord-Kivu. L'armée avance un bilan de quatre assaillants tués et une arme de type AK47, deux chargeurs ainsi que plusieurs autres grigris récupérés. Les Forces armées appellent la population à collaborer avec elles.

La Maison civile du chef de l'Etat et l'Agence JICA veulent renforcer leur coopération, pour réaliser des projets de développement communautaire, notamment en relançant les activités dans les sites et domaines de production agropastorale ainsi que dans les infrastructures à caractère communautaire dans cinq provinces de la RDC. Cet échange a constitué une opportunité d'explorer les pistes d'un renforcement de coopération entre les deux parties. « Nous allons organiser une équipe d'experts pour continuer les discussions et concrétiser le contrat de coopération avec la l'Ambassade du Japon, qui dirige la politique et la JICA, qui dirige l'exécution de l'aide avec la présidence, notamment la Maison civile du chef de l'Etat».

Ituri : le centre de Marabo vidé de ses habitants. Selon le chef de la chefferie de Mobala, dont le chef-lieu est Marabo, Lemabo Kababo, cette situation est consécutive à la dernière attaque des hommes armés identifiés aux miliciens de la FPIC dans ce milieu, attaque ayant causé la mort d'au moins cinq personnes. L'incident a poussé les habitants à vider cette entité pour se diriger vers Nyakunde dans la chefferie voisine d'Andisoma ; d'autres ont pris la direction de Komanda. A ce jour, aucune école ne fonctionne à Marabo. Les plus chanceux étudient dans des écoles de Nyakunde, pour le reste, c'est la hantise d'une année blanche qui les habite. Cette situation crée un climat de méfiance entre certains jeunes de différentes communautés ; qui ne facilite pas la cohabitation entre la population.

Nord-Kivu : la situation sécuritaire se détériore à Masisi. Cette situation fait suite à l'activisme accru des groupes armés, en l'occurrence l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS) de Janvier Kalahiri. Un groupe des combattants de l'APCLS en provenance des collines surplombant Nyabindo se seraient croisés avec une patrouille des Fardc; avant de s'affronter une première fois faisant quelques blessés, mardi 24 novembre. L'armée régulière, grâce à un renfort, est parvenue dans un second temps à pourchasser ces assaillants.

Uvira : une mission de pacification dépêchée par Felix Tshisekedi veut rencontrer des chefs miliciens. Dans un meeting organisé le même mercredi devant une marée humaine à Mulongwe, centre-ville d'Uvira, le chef de la délégation et conseiller du chef de l'Etat, ainsi que le ministre honoraire du développement rural, ont exprimé le vœu de rencontrer tous les seigneurs de guerre des groupes armés locaux opérant dans la région dans le cadre de la paix prônée par le chef de l'Etat.

Goma : remise à la police d'un centre hospitalier construit et équipé par la Monusco. L'édifice est construit dans l'enceinte du centre hospitalier Bisengimana, situé au fond du camp de la police derrière la prison de Munzenze. Entièrement construit et équipé sur financement de la Monusco à travers sa composante Police, ce nouveau bâtiment comprend quatre pièces. Il est équipé par d'un matériel médical moderne. Le coût total de ce projet s'élève à 40 000 dollars américains.

Kinshasa : installation des panneaux de feux de signalisation dans différents carrefours. Ces feux sont déjà opérationnels au croisement des avenues Massamba et OUA, devant l'hôtel Diplomate au quartier GB, au croisement des avenues OUA-Komoriko à Kintambo, et au croisement des avenues Kormoriko-Colonel Mondjiba, devant l'école Aurore à Ngaliema. Soixante carrefours ont été identifiés à Kinshasa pour en bénéficier, mais ils seront d'abord installés dans trente-six.

Tshopo : les opérateurs économiques protestent contre la dégradation de la route Kisangani – Bunia. Hormis les pharmacies et quelques rares alimentations, tous les magasins et boutiques installés aux alentours du marché central étaient hermétiquement fermés. Ces opérateurs économiques de Kisangani dénoncent le ralentissement de leurs activités à la suite du mauvais état de la route de l'Ituri, principale voie d'approvisionnement en produits alimentaires ainsi que ceux de première nécessité en provenance de l'Est du pays.

Equateur : dépôt des prévisions budgétaires à l'assemblée provinciale. Il se chiffre à 94 500 000 USD, soit une régression de 141 % par rapport à l'exercice 2020. Selon le ministre provincial du budget, Jean-Claude Mbongo, cette baisse est consécutive notamment à la pandémie actuelle de la COVID-19 et à l'épidémie d'Ebola, qui vient de sévir dans la province.
Mais, il est équilibré en recettes et en dépenses, a indiqué le ministre.

Kananga : visite du ministre britannique en charge de l'Afrique. A la tête d'une forte délégation, le ministre britannique en charge de l'Afrique, est venu se rendre compte de la mise en œuvre de différents projets que son gouvernement finance dans les domaines de la santé et de l'éducation au Kasaï-Central.

Matadi : dépôt du projet d'édit budgétaire exercice 2021 à l'assemblée provinciale. Ce projet d'édit, déposé par le ministre provincial du budget, Tristan Aloïs Lubela Mbumba, est de l'ordre de 1 500 000 USD. Pour le ministre provincial du budget, Tristan Aloïs Lubela Mbumba, ce budget est réaliste du fait qu'il prend en compte le social des habitants du Kongo-Central.

Kinshasa : la police criminelle va déférer le Grec Emmanuel Stoupis au parquet général. Stoupis est poursuivi à la suite d'une plainte de l'ancien bâtonnier de Lubumbashi, Jean-Claude Muyambo. Il lui est reproché l'usage de faux. Muyambo l'accuse également de complicité de tortures et d'escroquerie présumées.

Sud-Kivu : manifestation populaire à Kabare contre l'insécurité et le délabrement des routes. « Une grande partie de la population de Kabare était sur la RN2 ce jeudi à l'endroit pour revendiquer que la sécurité revienne dans le territoire de Kabare, mais aussi dénoncer l'arrêt des travaux de réfection de la route nationale RN2 sur le, lieu-dit Murundu. Nous avons enregistré onze cas d'assassinat dans le territoire de Kabare dans moins d'un mois. Nous étions là depuis 7heures du matin, et lorsqu'il est arrivé 11 heures, nous avons vu deux jeeps de la police venues de la ville de Bukavu venir nous disperser, et maintenant nous avons courus chacun a pris sa direction dans les montagnes », a-t-il indiqué le président de la Société civile.

Le chef milicien Sheka transféré à Kinshasa. Le chef rebelle et jadis responsable de la milice de Nduma Defense of Congo, a été condamné lundi 23 novembre à la perpétuité par la cour militaire opérationnelle du Nord-Kivu. Il a été finalement transféré à Kinshasa. Quant à la question de savoir, si ce grand bourreau sera incarcéré dans une prison à Kinshasa ou s'il sera transféré dans une autre prison de haute sécurité, les sources sont restées muettes. Jusqu'à sa condamnation Sheka était poursuivi pour les faits graves, dont le viol collectif de Luvungi, les pillages et incendie des villages, l'esclavage sexuel, le recrutement d'enfants, etc.

Beni : l'administrateur du territoire appelle les humanitaires à apporter de l'assistance aux déplacés de guerre. Selon l'administrateur du territoire de Beni, cela fait plus de trois semaines qu'un mouvement de déplacement des populations s'observe dans plusieurs entités du territoire de Beni. Cette situation est consécutive aux multiples attaques des groupes armés dans la région et surtout par le massacre perpétré par les rebelles ougandais de l'ADF dans la partie Ouest, Est et Sud du territoire. Ces déplacés se sont entassés dans la cité frontalières de Kasindi, les autres dans la commune rurale de Bulongo et d'autres ont pris la direction sud du territoire pour la ville de Butembo se réfugier. L'administrateur du territoire de Beni plaide aux organisations humanitaires d'assister ces déplacés, victimes de la situation sécuritaire dans la région.

Haut-Katanga : remaniement du gouvernement provincial. Sur les dix ministres, trois quittent leurs fonctions, il s'agit de l'ancien ministre de l'intérieur Fulbert Kunda Milunda en poste depuis six mois. Il est remplacé par son ancien directeur de cabinet Moïse Mpanga. Nathalie Aziza Munana cède sa place à Léopoldine Salila Konde, au ministère de genre famille et enfant. Guylain Kyenge Diashi qui était commissaire en charge du travail et prévoyance sociale rejoint les mines et hydrocarbures, poste autrefois occupé par Réné Banza. Les raisons de ce remaniement ne sont pas encore connues.

Kasaï-Central : les ONGs des femmes sollicitent la participation de tous aux 16 Jours d'activisme. Pour la réussite de cette campagne, l'ONG « Femme Main dans la Main pour le Développement du Kasaï » invitent tous les acteurs à s'impliquer.

Environ 1000 cas de violences sexuelles enregistrés de janvier à novembre à Butembo (officiel). D'après le chef de bureau urbain du Genre, Famille et Enfant, il s'agit des cas qui ont été notifiés par trois organisations féminines qui s'occupent de leur prise en charge dans la ville. Odile Mabanza affirme que les statistiques réelles pourraient être bien supérieures à ça. Cette déclaration a été faite dans le cadre de 16 jours d'activisme contre les violences faites à la femme et à la jeune fille.

Bukavu: l'OIM lance le projet « Police stop Covid-19 » en collaboration avec la PNC. La population du Sud-Kivu est appelée à respecter et appliquer au quotidien les gestes barrières pour freiner la propagation de la COVID-19. C'est l'objectif du projet « Police stop Covid19 ». Cinq cents policiers seront mobilisés pour d'abord sensibiliser la population et ensuite réprimer si nécessaire. Le chargé des programmes de l'OIM précise que la PNC sera doté de tout le matériel pour réussir cette opération du Sud-Kivu dans le cadre de ce projet.

Meurtre des experts de l'ONU : la Cour militaire exige des «preuves» pour autoriser la comparution de Ramazani Shadary. L'audience du jour a été marquée par un long débat autour de la demande par la défense de la comparution d'Emmanuel Ramazani Shadary. La Cour n'a pas accédé à cette requête, demandant aux avocats d'apporter les preuves de l'implication de l'ancien ministre de l'Intérieur dans ce meurtre. C'est la deuxième fois que les avocats de Thomas Nkashama font cette demande. Me Daniel Ndumbi souhaite qu'Emmanuel Ramazani Shadary comparaisse comme renseignant ou témoin, expliquant que son client a affirmé dans ses dépositions que l'ancien ministre l'a reçu à Kananga le 12 mars 2017, jour de l'exécution des deux experts de l'ONU.

Validation et signature du programme conjoint de la MONUSCO et du PNUD d'appui à la réforme de la justice. L'objectif poursuivi, est de réhabiliter l'Etat de droit à travers une justice mieux encadrée, responsable et plus performante. Selon la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies, Leila Zerrougi, ce programme d'appui à la réforme du secteur judiciaire permettra de répondre aux besoins de justice et de protection juridique des populations, en particulier celles vulnérables et à risque, en vue de renforcement de la stabilisation et de la cohésion sociale dans les zones vulnérables. Dans un premier temps, Kinshasa, Kasaï central, Tanganyika et Nord-Kivu sont les provinces d'intervention pour cette réforme sur une période de 2020 à 2024.

Plus de 60 jeunes participent à une séance d'information sur les résolutions 1325 et 2250. « La résolution 1325, c'est le tout premier instrument au niveau du Conseil de sécurité à reconnaitre le rôle que jouent les femmes et les filles pour la gestion et la prévention des conflit, la 2250 c'est celle-là qui reconnait le rôle des jeunes, donc cette jeunesse qui peut être aussi utilisée de manière positive pour consolider la paix. » Selon les participants à cette journée, l'oratrice a eu des mots justes pour interpeller les jeunes. Ceux-ci ne doivent pas suivre des politiciens en mal de positionnement mais penser à leur avenir, cultiver la paix et le sens de responsabilité. Ce message a été bien capté par les jeunes qui étaient présents.

Vendredi 27 novembre.

Les déplacés de Kasindi reçoivent l'assistance du HCR. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a démarré jeudi 26 novembre la distribution d'articles ménagers essentiels aux déplacés et familles d'accueils à Kasindi et environs dans le territoire de Beni (Nord-Kivu).

Mbuji-Mayi : une école surpeuplée à la suite de la gratuité de l'enseignement de base. La gratuité de l'enseignement prônée par le gouvernement congolais s'applique dans toutes les écoles publiques à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental). Cependant, cette gratuité ne favorise pas convenablement l'instruction des bénéficiaires dans quelques établissements scolaires, à la suite du manque des salles de classes pouvant contenir les élèves, ainsi que des bancs pupitres. Cette prévaut notamment à l'IPRO Makala. Dans chaque salle des classes de ces deux écoles primaires, se trouvent près de 100 élèves, qui sont encadrés par un enseignant. Plusieurs élèves suivent les cours à même le sol.

Kisangani : manifestation des victimes des guerres devant les bureaux du PNUD. Ils manifestaient après avoir suivi sur les ondes de la Radio Okapi que le ministre des Droits humains avait remis à chaque membre de la délégation de leur association se trouvant à Kinshasa, un montant 3 000 USD ; au lieu que cette distribution se fasse sur place à Kisangani.

Ituri : des miliciens de la Codeco multiplient des tracasseries contre la population de Djugu. Ces miliciens passent de villages en villages, obligeant les habitants de leur donner de l'argent pour leur prise en charge. D'autres collectent de force des vivres et des produits de première nécessité dans des marchés et maisons de commerce. Ces actes, selon des sources locales, visent à faire pression sur le gouvernement central pour qu'il règle au plus vite le problème de leur prise en charge.

Goma: la Lucha réclame l'organisation d'un procès des présumés meurtriers de Simba Ngezayo. Lumumba Kambere, un des militants de La Lucha estime qu'un tel procès serait plus pédagogique en faveur de la réduction de la criminalité dans la ville de Goma. Selon lui, une trentaine de personnes sont déjà arrêtées et détenues dans les prisons de Goma et de Kinshasa, dans le cadre des enquêtes sur ce meurtre. « Nous sommes en train d'appeler la justice militaire d'organiser les audiences au niveau local ici à Goma, et qu'elles soient publiques. Parce que ces audiences nous serviraient non seulement à faire connaitre la vérité mais aussi ce sera un moyen par lequel la population pourrait suivre le dossier, mais aussi pour décourager d'autres malfrats qui sont encore dans la population. »

Kikwit : 2 personnes arrêtées pour tentative d'enlèvement du maire adjoint. Un militaire et un présumé journaliste ont été arrêtés dans la nuit du mercredi 25 novembre à Kikwit pour tentative d'enlèvement du maire adjoint de cette ville, Jean-Claude Mongala. Selon le major Joseph Kasongo, porte-parole des Fardc à Kwilu, ces personnes sont actuellement en détention à l'auditorat militaire de Kikwit.

Dégâts de pluie à Lubutu : un député national lance un SOS. Les dégâts concernent particulièrement l'axe routier Lubutu-Walikale, au niveau du pont Kalibatete et du pont Lubilinga ; l'axe routier Lubutu-Punia au niveau du pont Aluza ainsi que l'axe routier Lubutu-Maiko au niveau du bloc Matamba, dans le quartier Kalibatete.

Ituri : le centre de santé de Sota connait des difficultés pour la prise en charge des malades. Selon l'infirmier Samuel Mugara, cette structure construite dans les années 90, est la seule au chef-lieu de la chefferie de Bahema d'Irumu à organiser les services de soins intensifs, d'hospitalisation, de chirurgie et de laboratoire. Mais elle éprouve de sérieuses difficultés pour la prise en charge des malades notamment les femmes enceintes et les enfants. L'insécurité qui prévaut dans la zone ne facilite pas l'approvisionnement de ce centre en médicaments ; elle ne permet pas non plus aux malades de se déplacer vers d'autres structures médicales à peine mieux organisées.

Beni : attaque de la position militaire de Senga par les Maï-Maï. Face à cette situation, la société civile locale appelle l'armée à traquer tous les Maï-Maï récidivistes qui troublent la quiétude de la population dans la région. De son côté, l'armée appelle ces derniers à déposer les armes et à se conformer à l'appel du chef de l'Etat pour servir légalement sous le drapeau.

Lomami: sit-in des professionnels de santé pour exiger leur réintégration sur les listings de paie. Ils exigent leur réintégration sur listings de paie des omis, la majoration de leur prime de risque et l'alignement de nouvelles unités professionnelles de santé qui ne bénéficient pas de la prime. Ils dénoncent aussi la diminution du budget affecté au secteur de la santé en RDC, la suppression non justifiée et le blocage de la prime de risque de certains professionnels de santé qui jadis bénéficiaient de cette prime dans la province.

Les lois sur l'agriculture et les peuples autochtones adoptées à l'Assemblée nationale. L'Assemblée nationale a examiné deux propositions de loi susceptibles de valoriser des millions d'hectares de terres arables que la RDC possède.

Dans le but d'inciter les bailleurs à investir dans le domaine de l'agriculture, les députés ont examiné le rapport de la commission mixte relatif à la proposition de loi modifiant la loi sur l'agriculture qui accorde désormais des exonérations aux investisseurs. La même procédure a été faite pour la proposition de loi sur les droits des peuples autochtones pygmées dont le rapport de la commission mixte a été adopté par la plénière. Comme innovation, cette loi reconnait au peuple autochtone le droit d'être propriétaire des terres.

La SADC accepte la proposition des Nations Unies de réaligner les effectifs actuels de la Brigade d'intervention de la force, afin de permettre aux unités de réaction rapide de disposer du champ d'action nécessaire et à constituer deux unités de réaction rapide par les troupes provenant des pays contributeurs de troupes membres de la SADC. « Le Sommet extraordinaire de la Troïka de l'Organe a assuré le soutien régional au développement et à la mise en œuvre de la Stratégie conjointe de retrait progressif et échelonné de la Monusco en République démocratique du Congo », indique le communiqué.

Samedi 28 novembre.

Les Casques bleus peuvent constituer « un bon exemple dans la lutte contre les violences faites aux femmes ». « Premièrement, les hommes et les femmes sont traités sur les pieds d'égalité dans la Force (onusienne), et c'est très important. Je peux vous donner de bons exemples. On a des équipes féminines d'engagement où les femmes sont utilisées pour interagir, pour aider les femmes et les enfants sur le terrain. Ça donne l'opportunité à toutes les femmes, de bien travailler avec la population locale, d'interagir avec la population locale », a indiqué le général de division Ricardo Costa Neves.

Tshopo : les commerces toujours fermés à Kisangani pour protester contre la multiplicité des taxes. Les opérateurs économiques ont décidé depuis mercredi 26 novembre, de ne pas ouvrir leurs portes pour protester contre la multiplicité des taxes et la dégradation de la route nationale numéro 4, qui relie Kisangani (Tshopo) à l'Ituri. « On va ouvrir les portes pourquoi? En ouvrant les portes, ce sont les taxes qui viendront, en ouvrant les portes, ce sont les agents de l'Etat, alors que nos marchandises sont bloquées sur la Route nationale numéro 4. Nous allons commencer à payer les taxes, nous n'avons pas d'argent. Autant fermer que la route soit arrangée qu'il y ait des solutions et alors on va ouvrir ».

16 jours d'activismes à Beni : une ONG sensibilise les jeunes élèves à la lutte contre les violences sexuelles. L'ONG, Solidarité féminine pour paix et le développement intégral (SOFEPADI) a sensibilisé, vendredi 27 novembre, une centaine de jeunes filles à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux jeunes filles. Le thème de cette campagne de sensibilisation était : « Exploitation et abus sexuels en milieu communautaire ».

Masisi : des conflits miniers opposent l'entreprise SMB aux creuseurs artisanaux à Rubaya. Cette situation est à la base de l'insécurité et des tensions dans cette région minière, causant mort d'hommes et des déplacements massifs des populations, des maisons ont été incendiées, indique le fonctionnaire délégué adjoint du gouverneur à Rubaya, Jackson Runuza. La société minière de Bisunzu SMB et les creuseurs artisanaux, regroupés au sein de la Cooperama s'accusent mutuellement de ne pas respecter le protocole d'accord signé entre les deux parties. Les termes de ces accords n'ont pas été révélés à la presse. Toutes les couches sociales consultées ont recommandé au Gouvernement congolais d'intervenir et réunir les deux parties aux conflits, afin de trouver une solution définitive à ces conflits récurrents qui perdurent et d'éviter le pire.

Tanganyika : des dégâts matériels importants enregistrés dans la localité de Nyunzu. Selon des témoins, une forte pluie accompagnée de vents violents a emporté des maisons et quelques écoles. Des sources non officielles avancent des chiffres provisoires de plus de trois cents maisons touchées par des intempéries. Des blessés ont également été comptabilisés.

Kwango : la zone de santé de Kenge enregistre 27 cas d'une maladie semblable au Chikungunya. Le chef de division provinciale de la santé du Kwango affirme que 27 cas ont déjà été enregistrés et 5 échantillons sont envoyés à l'Institut national de recherche biomédicale (INRB) pour analyse. Il indique que cette maladie se manifeste par des douleurs musculaires avec prédominance au niveau des membres inférieurs empêchant ainsi le malade de marcher. L'assainissement du milieu s'avère important pour se prévenir de cette maladie, qui se transmet par la piqure du moustique appelé aèdes aegypti.

Dimanche 29 novembre.

Sankuru : arrestation du commandant du 21051e bataillon des Fardc pour meurtre et tortures. Le colonel Lengos Kalala a été arrêté depuis la ville de Kananga au Kasaï Central. Il a été transféré à Mbuji-Mayi dans la province du Kasaï-Oriental. Il est poursuivi par l'auditorat militaire supérieur pour meurtre, torture et dissipation des minutions. Des faits qui se sont produits depuis le mois d'août dernier.

Bunia : 122 détenus consultés et soignés par les casques bleus. Il s'agit des détenus principalement démunis qui souffrent des diverses pathologies liées aux mauvaises conditions de détention. Un travail de triage a été fait en amont pour repérer ceux et celles dont les cas sont plus inquiétants, explique docteur Jean-Robert Wathum, médecin responsable de cette prison. L'équipe médicale congolaise qui travaille aux côtés des médecins et infirmiers marocains se réjouit également de partage d'expérience entre les deux parties. Un don de médicaments essentiels a également été remis aux responsables de cette maison carcérale qui « fait face à un problème très sérieux de prise en charge des détenus faute d'assistance médicale ».

Nord-Kivu : 11 prisonniers s'évadent de la prison du parquet de Beni. La police qui est vite intervenue, a empêché que cette maison carcérale se vide. Pendant ce temps les enquêtes sont en cours et la recherche des évadés a commencé. La police de la ville de Beni indique que, c'est aux environs de 2 h du matin sous une pluie qui tombait sur la ville, que les prisonniers ont escaladé le mur, trouant le plafond en triplex du côté de l'extérieur. Sur 41 locataires de cette maison carcérale, 11 ont réussi à s'échapper.

Kwilu : 93 cas des violences sexuelles enregistrés depuis le début de l'année à l'hôpital général de Bandundu. Marie-Louise Masamba, chef du service de la cellule de prise en charge médicale des survivants des violences sexuelles de l'Hôpital général de référence de Bandundu fait remarquer que ces cas sont des femmes et des filles dont la moins âgée est un bébé d'un mois et la plus âgée est une épileptique de 32 ans. Selon elle, plusieurs cas de viol échappent à ce service à la suite des arrangements à l'amiable.

Haut-Katanga : Mgr Fulgence Muteba dénonce la coupe illicite du bois rouge dans le territoire de Kasenga. « Les auteurs sont des opérateurs économiques bien connus. Ils envoient des gros camions avec des sujets qui ne sont pas toujours des Congolais. En tout cas j'ai même vu de mes propres yeux des Tanzaniens avec des camions immatriculés en Tanzanie qui viennent soi-disant ramasser des grumes qui avaient été coupées il y a quelques années et qu'ils ont abandonnées dans la forêt. En même temps nous avons constaté qu'il y a de nouvelles coupes clandestines. Nous nous opposons catégoriquement à ce pillage déguisé », dénonce l'évêque de Kilwa-Kasenga. Il invite l'autorité provinciale à prendre ses responsabilités pour mettre fin à « ce pillage ».

La vente des formulaires de demande des passeports ordinaires démarre ce lundi 30 novembre. Ce formulaire est personnel et non collectif, rappelle le communiqué. « L'accès dans la salle de capture sera conditionné par la présentation du bordereau émis par la banque », précise le ministère des Affaires étrangères.

« L'Ituri a besoin de stabilité pour permettre aux déplacés de regagner leurs villages ». L'ambassadeur d'Espagne en RDC Carlos Robles qui séjourne à Bunia, se félicite des efforts fournis par les autorités locales pour ramener la paix, tout en reconnaissant cependant que la tâche n'est pas facile. « La meilleure solution, c'est toujours retourner chez soi parce que c'est là où nous avons nos racines et nos moyens de vivre. Donc il faut tout faire pour que cela puisse se passer le plus tôt possible ».

Adoption des solutions de paiement numérique dans les interventions de santé publique avec l'appui de l'OMS. « Les paiements numériques représentent à la fois une solution innovante et simplifiée qui permettra au ministère de la Santé de payer de manière fiable et rapide tous les intervenants dans le cadre des actions de santé publique », a déclaré le secrétaire général au ministère de la Santé. Pour lui, c'est une approche intelligente qui va baliser un cadre normatif désormais à portée des mains de tous les acteurs de la santé et partenaires de la RDC, à travers notre bras technique qu'est l'Agence nationale de l'ingénierie clinique de l'information et l'informatique de la santé (ANICIIS). Le Dr Yuma Ramazani a également insisté sur la nécessité de poursuivre la sensibilisation des acteurs de santé à tous les niveaux pour une ''appropriation de cette solution''.

Lundi 30 novembre.

Condamné pour offense au Chef de l'Etat, Barnabé Milinganyo va en appel. L'avocat de Barnabé Milinganyo, président national du Rassemblement des leaders congolais condamné à trois ans de servitude pénale pour offense au Chef de l'Etat et menaces verbales d'attentat, a annoncé qu'il irait en appel ce lundi 30 novembre. Me Willy Ngashi Ngashi a

expliqué que les infractions mises à la charge de son client n'étaient établies « ni en fait ni en droit. ». Barnabé Milinganyo avait été appréhendé samedi à son domicile par des agents de l'Agence nationale des renseignements (ANR), après la diffusion sur les réseaux sociaux d'une vidéo dans laquelle il déclare en Lingala notamment : « …akozwa mbuma… », traduit en français que Felix Tshisekedi « aura une balle », s'il ne démissionne pas. Il avait été condamné le même samedi à trois ans de prison et au paiement 10 000 dollars américains au titre des dommages-intérêts, par le tribunal de paix de Kinshasa /Ngaliema siégeant en procédure de flagrance.

Goma : plus de 500 effets militaires récupérés auprès des civils. Plus de cinq cents effets militaires dont armes, grenades, chargeurs et autres munitions de guerre ont été récupérés à Don Bosco Ngangi, premier site où se déroule la campagne de ramassage des armes détenues illégalement, lancée il y a un peu plus de deux semaines dans la ville de Goma (Nord-Kivu). La fondation Patrick Munyomo dresse un bilan positif à mi-parcours de la campagne de ramassage des armes. A cet effet, vu l'engouement et l'adhésion de la population à cette opération, le président de la fondation sollicite l'implication du chef de l'État pour la poursuite de cette campagne. Pour l'instant, tout se passe sur base de volontariat. Toutefois, les autorités n'hésiteront pas d'user des pouvoirs coercitifs sur certaines personnes qui continueront à garder des effets militaires.

Kongo-Central : le verdict dans l'affaire de l'assassinat des frères jumeaux se fait toujours attendre. Le procès sur l'affaire Percy Muamba et Max Ntumba, deux frères jumeaux brûlés vifs le 30 juillet 2020 à Kinzau Mvuete dans le territoire de Sekebanza (Kongo-Central) n'a pas encore rendu son verdict. Ouvert le 27 octobre dernier, l'affaire a été prise en délibéré le 6 novembre, à l'issue de la plaidoirie des parties. Le Tribunal de grande instance de Tshela devrait se prononcer dans un délai de 10 jours, soit le 16 novembre. Mais jusqu'à ce jour, le verdict n'est pas encore prononcé. Remy Kabasele représentant de la famille, dit ne pas comprendre les raisons de cette léthargie de la part du juge.

Haut-Uélé : le gouvernement provincial conteste le recensement des éleveurs Mbororo à Niangara. Selon le ministre provincial de l'Intérieur, le gouvernement provincial ne sait pas ce qui se passe, n'a mandaté personne pour recenser les éleveurs Mbororo et décline toute responsabilité concernant le recensement des éleveurs Mbororo. Il a aussi interpellé les agents impliqués dans cette « magouille. » Alors que les Mbororo avaient commencé à quitter le Haut-Uélé tel qu'avait exigé le gouvernement provincial en mai dernier, le ministre Alibu regrette qu'ils commencent à regagner cette entité avec la complicité de certains agents des services de sécurité.

L'Etat reconnait les 500 infirmiers, élagués de la liste de paie il y a près d'une année au Kasaï-Oriental. Ces professionnels de la Santé ont de nouveau été repris sur les effectifs de la division provinciale de la santé, après des démarches et autres actions menées par différents syndicats de la santé. Ces infirmiers ont été reconnus par l'Etat Congolais, après un examen minutieux des listes déclaratives des agents par les services des ressources humaines du secrétariat général du ministère de la santé. Ils attendent recevoir leurs salaires le mois prochain.

Kalemie : 200 jeunes Twas et Bantous transformés en acteurs de paix. C'est le conflit Twa-Bantou, ayant sévi dans cinq des six territoires de la province du Tanganyika, qui a motivé les trois agences du système des Nations unies (UNFPA, FAO et UNESCO), à planifier le Projet conjoint Tusikilizane. Tusikilizane a ciblé depuis 2018, 200 jeunes issus de deux communautés auparavant déchirées par les conflits sanglants. Ce projet vient ainsi de clôturer ses activités dans les territoires de Kabalo, Kalemie et Nyunzu, après avoir transformé pendant deux ans le noyau de deux cents jeunes en acteurs de paix. «Leur rôle, c'est un rôle de relais, qui fera que de 200, on ira à 2000, à 2 millions à 20 millions, à 200 millions plus tard.» Cinquante autres femmes de deux communautés ont également bénéficié de nombreuses séances, d'outils et d'autres ateliers de renforcement des capacités pour obtenir leur implication dans la consolidation de la paix et la cohésion sociale.

Ituri : les miliciens Codeco érigent des barrières et rançonnent la population à Djugu. Ce groupe armé organise une administration parallèle dans les territoires de Djugu et celui de Mahagi où leurs responsables infligent des amendes aux habitants, sous l'œil impuissant des autorités locales. Dans la chefferie de Mokambo en territoire de Mahagi, ces hommes armés ont même nommé des autorités politico-administratives. Des infractions de droit commun sont jugées et des amendes infligées aux coupables. Il est temps que la hiérarchie mette fin à cette situation.

Nord-Kivu : des bandits armés attaquent Teddy Kataliko, ancien président de la société civile de Beni. Des bandits armés ont attaqué, dimanche 29 novembre dans la soirée, le domicile du président honoraire de la société civile du territoire de Beni au Nord-Kivu, Teddy Kataliko. Selon cet activiste en déplacement, ces malfrats auraient utilisé un produit toxique sur un membre de sa famille avant de forcer vainement les portes de la maison. Teddy Kataliko dit craindre pour sa sécurité, car, dit-il, c'est la troisième fois qu'il est victime des visites nocturnes des hommes à mains armées.

Célébration du 50e anniversaire du parc de Kahuzi Biega. Cinquante ans après, le PNKB fait face à des multiples défis, notamment l'insécurité et l'envahissement répété de sa concession par des populations riveraines. Les manifestations commémoratives se déroulent à Tchivanga, siège du parc dans le territoire de Kabare. Le Parc national de Kahuzi-Biega est créé en 1970. Le site fait partie de la liste du patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1980. Situé à l'ouest du lac Kivu près de Bukavu, le PNKB se trouve principalement dans le Sud-Kivu, mais aussi au Nord-Kivu et au Maniema sur une superficie de 6 000 km2. Le parc est couvert d'une vaste étendue de forêt tropicale primaire et est dominé par deux volcans éteints, le Kahuzi et le Biega. Sur les 136 espèces de mammifères identifiées dans le parc, le gorille de pleine de l'Est est le plus dominant.

Kananga : deux cambriolages enregistrés la nuit dernière, 1 mort. Le premier cambriolage a eu lieu dans la localité SNEL au quartier Malandji. Un groupe de bandits armés s'est introduit dans une maison en creusant un trou dans le mur. La propriétaire a été contrainte de remettre de l'argent aux assaillants. Avant de quitter le lieu, ont tiré sur la sentinelle qui est décédée sur place. Au cours de la même nuit, un autre domicile a été cambriolé dans la localité Bianci dans le même quartier de Malandji. En sortant de la maison, ils ont croisé des policiers avec qui ils ont échangé des tirs avant de s'enfuir.

Les députés du FCC invitent les acteurs institutionnels et politiques à œuvrer pour la stabilité des institutions. Les députés nationaux membres du Front Commun pour le Congo réaffirment leur soutien total au bureau de l'Assemblée nationale et à sa présidente qui venait de connaître un accident de circulation. « Réitérons notre soutien indéfectible aux membres de notre bureau et particulièrement à l'honorable présidente Jeanine Mabunda Lioko à qui nous adressons nos vœux de prompt rétablissement à la suite de l'accident de circulation dont les causes suspectes ne sont malheureusement pas encore établies. Il est inacceptable qu'en 2020, la première femme élue à cette haute fonction soit régulièrement victime d'un harcèlement politique d'une extrême violence par des attaques sur sa personne et des remarques sexistes d'un autre âge », lit-on dans la déclaration. Les élus du FCC ont par la même occasion dénoncé les tentatives de corruption des députés aux fins de renverser la majorité parlementaire alors que, selon eux, celle-ci se constate dès le début d'une législature. Ils menacent donc de traduire en justice tous les auteurs de ces tentatives pernicieuses et réaffirment leur attachement à leur autorité morale, Joseph Kabila.

Butembo : le parlement des jeunes mène une campagne de sensibilisation sur l'éducation à la paix. Pour le premier vice-président du parlement des jeunes de Butembo, il est temps que les jeunes soient les premiers à cultiver la paix au pays en leur qualité de dirigeants de demain : « Nous allons quartier par quartier, commune par commune. Nous avons d'abord commencé par la commune la plus vaste de Butembo selon le nombre des quartiers qui est la commune de Bulengera, et nous avons lancé l'activité au quartier Kimbulu, c'est là que nous avons commencé, nous étendons cette sensibilisation dans les groupes des jeunes, nous allons voir des mutualités des jeunes ; des équipes de football, nous allons même voir des mouvements religieux ».

Justice populaire à Kabare (Sud-Kivu) : 4 personnes présumés voleurs tués. Quatre présumés voleurs ont été lynchés dans la nuit de ce lundi 30 novembre, dans les groupements de Mudaka et Bushwira, en territoire de Kabare (Sud-Kivu). Le président de la société civile de Kabare, affirme que ces présumés bandits ont été interceptés par la population après avoir opéré dans plusieurs maisons. Il plaide pour un renforcement des effectifs de la police dans le territoire de Kabare. Ce qui pourrait réduire ces cas de justice populaire.

Sud-Ubangi : rapatriement volontaire des 1 183 réfugiés centrafricains. Les 1 183 réfugiés centrafricains, soit 328 ménages ont été reconduits à Bangui, ainsi que dans les préfectures d'Ombela M'poko et Lobaye, zones jugées sécurisées pour leur réintégration. Cette opération a connu un réel engouement parmi ces rapatriés. Non seulement elle a permis leur retour volontaire, digne et sécurisé au pays natal, après près de 7 ans de refuge en RDC, mais aussi la réunification de nombreuses familles centrafricaines. En raison de la pandémie de la COVID-19, le HCR et ses partenaires ont mis en place des mesures appropriées. Notamment, la prise de température, la fourniture des masques, les dispositifs de lavage des mains, le respect de la distanciation sociale. A cela s'ajoute la désinfection du centre de transit, ainsi que des engins ayant servi au transport des rapatriés et des personnels affectés à ces opérations.

www.africafundacion.org
África Fundación SUR
conecta con África
informaci[ÓN]
ilusi[ÓN]
difusi[ÓN]
concienciaci[ÓN]
pasi[ÓN]
[ON]